

Le journal du Grand Paris

Entreprises / Territoires / Innovations / Attractivité

P. 02

REPÈRES

Est Ensemble :
un territoire pluriel.

P. 16

JUSTICE CLIMATIQUE

L'adaptation du territoire aux
exigences environnementales
se décline dans toutes les
dimensions.

P. 36

JUSTICE SOCIALE

Permettre à chaque habitant
de travailler, se loger,
s'émanciper.



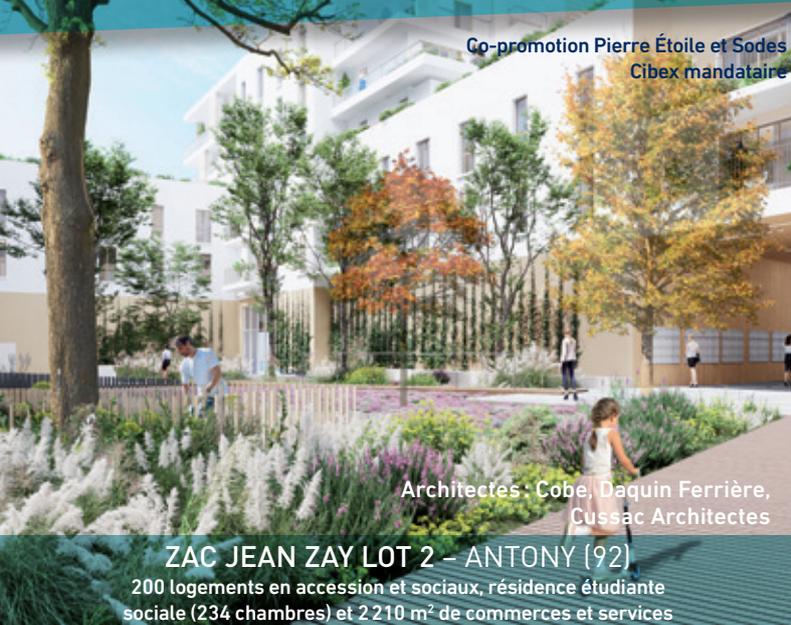
**Ensemble
pour faire vivre
notre territoire**



**Est
Ensemble
Grand Paris**

**Pour le climat
et la justice sociale!**

NOUS CONSTRUISONS ENSEMBLE UNE VILLE PLUS DURABLE, COLLECTIVE ET INCLUSIVE



IMMOBILIER RÉSIDENTIEL – TERTIAIRE – ÉQUIPEMENTS – LOGISTIQUE



Contact : **Patrick Pivont** - Directeur Général

Mob. : 06 23 02 03 42

Cibex - 5, boulevard de la Madeleine 75001 Paris

Tél. : 01 42 68 32 09 - E-mail : cibex@cibex.fr



Jacques Paquier
Directeur de la rédaction

Les 12 travaux d'Est Ensemble

Si l'expression est parfois galvaudée, elle trouve ici tout son sens : Est Ensemble affiche des ambitions à la hauteur de ses enjeux ! Ce territoire de 431.000 habitants détient le 2^e taux de pauvreté le plus élevé de la Métropole (après Plaine Commune). Il compte 41 % de logements sociaux, 12 opérations de renouvellement urbain, sur une superficie de quelque 4000 ha artificialisés à 82 %. Est Ensemble présente une des croissances de l'emploi parmi les plus fortes de la métropole du Grand Paris (+17.5% entre 2010 et 2020), mais deux tiers des emplois du territoire sont occupés par des actifs qui n'y résident pas, tandis que les trois quarts de ses habitants travaillent à Paris...

Améliorer la vie quotidienne de ses administrés, rénover en profondeur leur habitat, leur offrir un accès toujours plus facile à l'emploi, au sport et à la culture, tout en végétalisant la ville, en transformant ses services urbains (eau, déchet), bâtir un territoire à la fois plus juste et plus durable en somme, en ligne avec les objectifs mondiaux de lutte contre le réchauffement climatique... Telles sont les ambitions portées avec une énergie communicative par un collectif d'élus particulièrement engagé. A l'image de Patrice Bessac, le président d'Est Ensemble, qui entend bien faire de son mandat un laboratoire du changement. En actes. La convention citoyenne locale pour climat, qui a vu une centaine d'habitants réfléchir aux moyens de réduire l'empreinte carbone du Territoire, en s'acculturant aux problématiques liées au climat et à la biodiversité, fournit un parfait exemple de cette volonté d'innover pour faire bouger les lignes.

Demain, la promenade des hauteurs, 42 km d'un corridor écologique inédit, reliant entre eux différents espaces verts offrira à Est Ensemble un réservoir de biodiversité. En créant un office foncier solidaire, avec à la clé des prix d'accession à la propriété en-dessous des prix de marché ou en se montrant particulièrement exigeant quant à la qualité et la mixité des nouveaux programmes de logement, en ramenant la gestion de l'eau en régie ou en orchestrant un vaste plan « zéro déchet », en renforçant encore son réseau de cinémas publics, 1^{er} d'Europe ou ses conservatoires et bibliothèques, Est Ensemble souhaite faire la démonstration que le service public local peut être un formidable vecteur de changement, au bénéfice des habitants, comme l'illustre ce hors-série, fruit d'une coédition entre la rédaction du *Journal du Grand Paris* et les services d'Est Ensemble. Un challenge à relever autant qu'un défi. Affaire à suivre.

REPÈRES

- PAGE 02 — **Est Ensemble : un territoire pluriel**
 PAGE 04 — **Patrice Bessac : " Est Ensemble est sans doute le territoire le plus dynamique de France "**
 PAGE 06 — **Agir collectivement en faveur de l'intérêt général - Interview des 9 maires**
 PAGE 14 — **Réforme de l'administration : Créer l'adhésion pour partager l'ambition politique**

JUSTICE CLIMATIQUE

- PAGE 18 — **Un nouveau plan climat en perspective**
 PAGE 20 — **La concertation climatique prise au sérieux**
 PAGE 21 — **Dessiner une promenade verte en zone dense**
 PAGE 23 — **Le pari du « zéro déchet »**
 PAGE 25 — **Biodéchets : Le défi de la collecte**
 PAGE 28 — **Aménagement durable : La Porte de Bagnolet et le Pont de Bondy en voie de transformation**
 PAGE 30 — **Est Ensemble reprend en main la gestion de son eau potable**
 PAGE 32 — **Urbanisme transitoire : Une formule gagnant/gagnant**
 PAGE 33 — **Rénovation énergétique : Le territoire agit sur tous les fronts**

JUSTICE SOCIALE

- PAGE 38 — **Habiter et vivre : Agir sur les leviers pour renforcer les dynamiques territoriales**
 PAGE 40 — **Encadrement des loyers : Se prémunir des hausses abusives**
 PAGE 41 — **Travailler : Mobilisation générale en faveur de l'emploi**
 PAGE 44 — **Territoire zéro chômeur : Pantin et Bagnolet prêts pour lancer l'expérimentation**
 PAGE 46 — **Médiathèques et bibliothèques : Des leviers d'action publique en faveur de la justice sociale**
 PAGE 47 — **Emploi et orientation : Accompagner la rédaction des CV et les révisions**
 PAGE 48 — **Nouvelles technologies : Conseiller pour le numérique et éduquer aux médias**
 PAGE 49 — **Culture : Un réseau de cinémas publics unique en France**
 PAGE 50 — **Conservatoires : Des actions communes et inclusives**
 PAGE 51 — **Sport : Le savoir nager au coeur de la politique sportive d'Est Ensemble**

Hors-série Le journal du Grand Paris

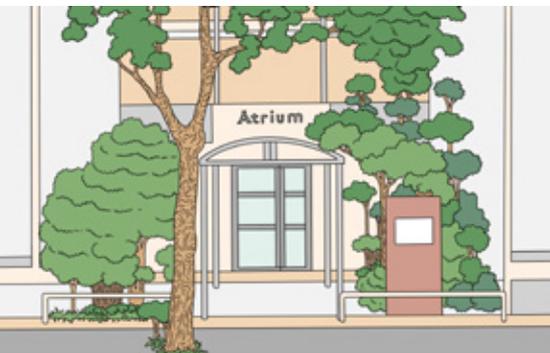
Société éditrice
JGPmedia au capital de 100 000 €
96 boulevard Diderot 75012 Paris

CPPAP : 1126 1 92553
ISSN : 2427-6227
Dépot légal à parution

Directeur de la rédaction : Jacques Paquier / **Rédacteur en chef** : Raphaël Richard /
Rédactrice en chef déléguée : Fabienne Proux / **Rédactrices en chef adjointes** : Catherine Bernard / Emmanuelle Chaudieu /
Ont participé à ce numéro : Elena Jeudy-Ballini / Hugues Boulet /
Directeur commercial : Eric Naessens / **Direction artistique & création** : Frédéric Savarit /
Illustration : Nicolas Bascop /
Imprimerie : ISI Print - Parc des Damiens, 139 rue Rateau, 93120 La Courneuve

Urbanisme Densifier sans étouffer

En fort développement et renouvellement, le territoire d'Est Ensemble est le plus dense du Grand Paris après Paris intra muros (105 habitants par hectare, 2019). « *Il est pourtant le moins bien desservi en transport en commun lourds de la métropole (après l'EPT Grand Orly Seine Bièvre)* », déplore le territoire. Dans un contexte de « *spéculation immobilière aiguë* », les collectivités de la métropole parisienne sont particulièrement soumises à la pression en faveur de la densification. Toutefois, « *agir pour l'environnement et le cadre de vie impose une action déterminée en faveur de la désimperméabilisation des sols, prioritairement dans les secteurs carencés en matière d'espaces verts* », fait valoir Est Ensemble. Le territoire, offrant seulement 6 m² d'espaces verts accessibles par habitant (contre 15,7 m² en moyenne au sein de la MGP), est particulièrement concerné par cette exigence. ●



© NICOLAS BASCOP

Economie Un territoire intégré à la dynamique métropolitaine

Avec 178 500 emplois salariés en 2018, Est Ensemble présente une des croissances de l'emploi parmi les plus fortes du Grand Paris (+ 17,5 % entre 2010 et 2020). Cependant, deux tiers (66 %) des emplois du territoire sont occupés par des actifs qui n'y résident pas. Près d'un quart (20 %) provient du reste du département de la Seine-Saint-Denis et 14 % de Paris. A l'inverse, les trois quarts des résidents du territoire d'Est Ensemble travaillent à Paris. « *La nature des activités présentes s'avère plus diversifiée que les autres territoires limitrophes de Paris, en témoigne le plus faible poids du parc de bureaux dans la structure de l'emploi* »¹ ou encore la présence importante d'un tissu faubourien limitrophe à la capitale. ●

1. Institut Paris région

+ 17,5 %
entre 2010 et 2020, Est Ensemble présente une des croissances de l'emploi parmi les plus fortes de la MGP.

(Atlas Est Ensemble 2021 – Institut Paris région)

3 919 ha

telle est la surface du territoire d'Est Ensemble, dont 82 % (3 218,2 ha) d'espaces construits artificialisés (+22,1 % entre 2008 et 2017). Les milieux naturels représentent moins de 2% du territoire. L'habitat occupe environ 45% du territoire d'Est Ensemble, réparti à parts égales entre habitat collectif et individuel.

(Atlas Est Ensemble 2021, Institut Paris région).

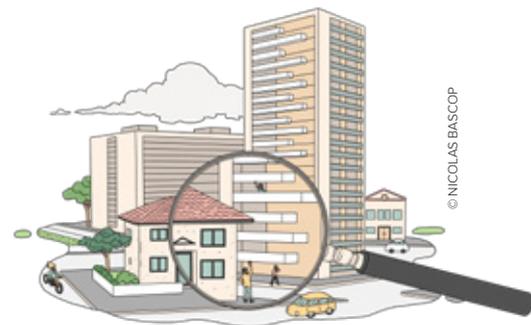
Habitat Un parc social important et peu de propriétaires

Avec 69 000 logements sociaux dont près de 65 500 conventionnés, soit 41 % de l'ensemble des résidences principales, Est Ensemble présente une proportion particulièrement élevée d'habitat à loyer modéré qui est supérieure à celle de la Seine-Saint-Denis (35 %) et à celle de l'Ile-de-France (24 %). « *La part des locataires du parc privé, représentant un peu plus du quart des ménages (27 %), se situe quant à elle entre les moyennes départementale (26,5 %) et régionale (28 %)* », indique l'Institut Paris région. « *Par effet de vases communicants, la part des ménages occupant un logement dont ils sont propriétaires (35 %) est nettement inférieure à ce qui est observé en Ile-de-France (47 %) ou même en Seine-Saint-Denis (40 %)* ». La construction de logement est quant à elle en très forte croissance. ●

Tertiaire

Une attractivité qui ne se dément pas
D'une superficie de 1,7 M de m², le parc de bureaux d'Est Ensemble compte pour 30 % de celui du département de Seine-Saint-Denis. Installé dans les années 1970, son expansion s'est portée sur les secteurs situés le long du canal de l'Ouercq, à Bagnolet au bord du périphérique, sur les quartiers desservis par la ligne 5, dont les Grands Moulins (BNP Paribas) et les anciens Magasins Généraux (BETC) à Pantin, la ZAC Ecocité à Bobigny (MSA) et l'opération Envergure de 50 000 m² à Romainville.

Le territoire entre désormais dans une phase de renouvellement. Si les bureaux implantés à Bobigny répondent à une clientèle locale liée au pôle administratif, les développements sur les autres parties du territoire s'inscrivent dans un marché plus large, englobant le nord-est parisien et Val de Fontenay. Elles sont aussi engagées dans une dynamique de projet conséquente, en lien avec le déploiement en cours et futur de l'offre de transports en commun, à savoir le prolongement des lignes 11 et 1 du métro, le Tzen 3, l'extension du tramway T1 depuis Bobigny vers Montreuil, trois stations de la ligne 15 Est et au-delà du Grand Paris express, la création d'une station sur la ligne 5 à la Folie, etc.



© NICOLAS BASCOP

12 projets

de renouvellement urbain (PRU), concernant 90 000 habitants sont en cours sur le territoire, qui compte 19 quartiers en politique de la ville (QPV) sur 8 villes, dans lesquels vivent 37 % des habitants du territoire.

Patrice
Bessac
 Président d'Est Ensemble

“ Est Ensemble est sans doute le territoire le plus dynamique de France ”

— « Nous sommes le Territoire qui peut accomplir la transition écologique et sociale en actes », indique le président d'Est Ensemble Patrice Bessac, décrivant l'identité et les grands axes de son projet stratégique.

Qu'est-ce qui constitue, selon vous, l'essence du Territoire d'Est Ensemble ?

Patrice Bessac — Avec 431 000 habitants, Est Ensemble est l'équivalent de la 5^e ville de France. C'est sans doute l'un des territoires les plus dynamiques de France, du point de vue du développement économique en premier lieu, mais aussi du développement urbain, artisanal, du nombre d'artistes au m², du nombre d'initiatives dans l'économie sociale et solidaire. Une énergie folle se développe dans toutes les communes-membres. Est Ensemble a par ailleurs comme atout profond d'être fondamentalement mixte dans sa composition, fondamentalement populaire et jeune. Je pense que nous sommes le Territoire qui peut accomplir la transition écologique et sociale, en actes. C'est-à-dire réaliser l'aspiration à une ville réellement mixte, du point de vue de sa composition sociale mais aussi économique, en rompant avec les séparations entre territoires d'ortoirs et emplois.

Quels sont les grands axes de votre projet de Territoire ?

P. B. — J'ai souhaité doter Est Ensemble d'un sous-titre donnant les finalités de l'action publique : « pour le climat et la justice sociale ». Nous pensons qu'il est de notre devoir de nous positionner pour faire face au sujet vital pour nos sociétés de la transition écologique, qui n'est pas un sujet à 50 ans mais à 20 ans. La crise énergétique, pétrolière, climatique va avoir des effets extrêmement durs pour nos sociétés si l'on ne s'y prépare pas. A court terme, c'est-à-dire à l'horizon d'une génération, le climat prévu pour l'Île-de-France est un climat méditerranéen. Si nous n'adaptions pas notre manière de construire la ville, d'organiser notre activité économique ou les transports à cette réalité, on se plante. C'est par exemple la raison d'être du projet de la promenade des hauteurs, de ces 42 km de voiries végétalisées, plantées, à travers laquelle, face à la pénurie d'espaces verts, on change notre conception des espaces publics. C'est évidemment le plan zéro déchet, ou la régie publique de l'eau.

Et en ce qui concerne la justice sociale ?

P. B. — Nous avons engagé un travail très déterminé en faveur du développement de l'emploi des jeunes issus des couches populaires. 40 % de notre jeunesse vit dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Nous voulons, en sortie de crise, développer avec le plus grand dynamisme les formations d'avenir, ainsi que l'accompagnement individuel, avec tous les acteurs concernés. Notre combat pour la justice sociale passe aussi par notre politique de développement urbain. 12 de nos quartiers bénéficient de programmes de renouvellement urbain. C'est énorme. Notre finalité est d'offrir aux habitantes et aux habitants de ces quartiers populaires de meilleures conditions de vie.

Comment agissez-vous dans un contexte de crise inédite de la production de logements ?

P. B. — Nous sommes les bons élèves en matière de production de logements. L'ensemble des villes d'Est Ensemble a fait un choix, qui est celui d'articuler de bonne manière la construction de logements, un pourcentage obligatoire de logement social, fixé par exemple à Montreuil à 38 % avec un des plans locaux d'urbanisme intercommunal (PLUi) les plus restrictifs et les plus exigeants, notamment en ce qui concerne les surfaces minimum de pleine terre dans les projets de construction nouvelle. En tant que responsable politique, je pense que le sujet de l'aménagement du territoire, et celui des métropoles est un sujet que les pouvoirs publics, y compris au plan national, doivent ouvrir. On ne peut pas continuer à construire dans les mêmes endroits, de plus en plus de logements, d'immeubles de bureaux, de plus en plus de transports en commun. Il faut penser un développement plus harmonieux, à l'échelle nationale, pour des raisons d'aménagement du territoire, mais aussi pour des raisons écologiques, de consommation des systèmes de transport. C'est ce que permet notamment le haut-débit sur l'ensemble du territoire. Je suis pour faire face à nos obligations en tant que Territoire, tout en affrontant le fait que les métropoles ne vont pas pouvoir continuer à absorber sans cesse toujours plus d'activité économique et de logements. Il faut donc une politique d'aménagement plus large du territoire.

Pourquoi allez-vous créer un office foncier solidaire ?

P. B. — Pour construire entre 120 et 130 logements par an, avec le soutien de la Banque des territoires, qui nous accorde des prêts de longue durée, jusqu'à 80 ans pour ce dispositif particulier du bail réel et solidaire (BRS). Je crois à la nécessité de développer des formules alternatives qui permettent de préserver la terre de la spéculation foncière en offrant des logements à meilleur prix aux habitantes et aux habitants de notre territoire. Il existe un danger majeur aujourd'hui, en région parisienne, mais aussi dans toutes les plus grandes métropoles françaises, constitué par la part beaucoup trop importante du logement dans le revenu disponible des ménages. On place en France beaucoup trop d'argent dans la spéculation foncière.

Avez-vous des exigences particulières vis-à-vis des promoteurs qui souhaitent construire à Est Ensemble ?

P. B. — Nous souhaitons, avec les promoteurs, parler un langage clair, respectueux, mais net sur les exigences des pouvoirs publics. J'ai dit clairement, par exemple, que je n'étais pas un perdreau de l'année, et que, par conséquent, je ne souhaitais pas que l'on me revende des sortes de mirages, que l'on nomme par exemple coliving, et qui ne servent en réalité qu'à vendre à la découpe des appartements à des prix parfois exorbitants. Je crois que le message a été reçu.

Quelle modernisation du management d'Est Ensemble avez-vous engagé ?

P. B. — Nous avons des administrations extrêmement riches du point de vue des compétences humaines. Avec des gens attachés au service public qui se battent et parfois des modes de fonctionnement bureaucratiques, qui empêchent les gens de travailler. Ma finalité, c'est la production du service public. Ce n'est pas de compliquer la vie des gens avec tout un tas de papier et de procédures qui finissent par faire perdre tout sens au travail quotidien. J'ai donc demandé à la directrice générale des services Séverine Rommé qu'il y ait un mouvement à la fois de responsabilité des collectifs de travail et de simplicité pour que l'on n'ait pas besoin de quatre réunions et de 10 powerpoint pour décider de choses simples. Je veux du simple, du robuste, et que nos décisions soient liées au sens et à la production du service public.

Quel premier bilan tirez-vous de la convention citoyenne locale pour le climat lancée par Est Ensemble ?

P. B. — Je pense que le sujet principal, qui empêche toute la société de se mobiliser pour engager la transition écologique et sociale nécessaire est d'abord un problème de culture. 80 % des Français sont persuadés que le changement climatique est une réalité. Mais au fond, notre débat public est nul, insignifiant, d'une pauvreté absolue pour qualifier les changements nécessaires. Ma conviction est qu'il faut d'abord partir de la culture, de l'information, du débat informé. Le premier enseignement que je tire de la convention citoyenne pour le climat, c'est que les gens sont passionnés, ont travaillé, appris des choses, qu'ils s'investissent dans la recherche de solutions publiques, qu'ils appartiennent aux couches moyennes, supérieures, ou populaires, ils sont en phase, lorsqu'ils comprennent de quoi il s'agit. La convention citoyenne pour le climat est d'abord une ode au parti-pris de l'intelligence collective et de la démocratie. A très court terme, nous-mêmes, nos enfants et petits-enfants sommes en danger, du point de vue du fonctionnement de l'économie, de la planète, avec des zones entières potentiellement ciblées comme inhabitables à court terme. ●

Propos recueillis par **Jacques Paquier**



Agir collectivement en faveur de l'intérêt général

— Douze ans après sa création et six ans après son évolution de communauté d'agglomération en établissement public territorial, Est Ensemble est plutôt apprécié par les maires de chacune de ses neuf communes membres. Même s'ils déplorent cette transformation et surtout la perte d'autonomie fiscale qu'elle a engendrée, ils se sentent moins isolés et font valoir l'intérêt de mutualiser certaines compétences pour renforcer l'efficacité des politiques publiques notamment sur un territoire marqué par de profondes inégalités territoriales. Renouvellement urbain, gestion des déchets, adaptation au changement climatique, autant d'actions optimisées grâce au travail collectif, mais sans renoncer à la proximité.

Tony Di Martino,
maire de Bagnole

“ Plusieurs projets structurants pour la Ville sont portés avec Est Ensemble ”

Est Ensemble vient de fêter son douzième anniversaire. Quel regard portez-vous sur son évolution (compétences, moyens, transferts, actions...) ?

Tony Di Martino — Malgré son jeune âge, Est Ensemble fait partie intégrante de l'action publique locale et gère en direct des infrastructures sportives et culturelles et d'autres sujets très concrets comme le ramassage de certains déchets. La lisibilité de la répartition des compétences vis-à-vis des citoyens nécessite cependant de continuer à faire de la pédagogie. Son financement repose sur les communes qui le constituent et qui sont toutes des villes populaires, ce qui ne permet pas un rééquilibrage au sein de l'ensemble de la métropole du Grand Paris. C'est regrettable, mais cela ne signifie pas que nous manquons collectivement d'ambition pour notre territoire.

Comme maire de la ville de Bagnole, quelle utilité/bénéfice trouvez-vous à l'action territoriale ?

T. D. M. — Plusieurs projets structurants pour la Ville sont portés avec Est Ensemble. La rénovation urbaine à La Noue et aux Malassis qui va se poursuivre dans les prochaines années avec la démolition de la dalle Thorez, la reconstruction des équipements publics (piscine, conservatoire, maison de quartier...), la végétalisation des espaces publics et la rénovation énergétique des logements. Les habitants ne le voient pas forcément, mais Est Ensemble apporte son expertise dans ces projets qui changeront durablement le cadre de vie des habitants.



© NICOLAS BASCOFF

Est Ensemble affiche clairement une double orientation en matière de Justice climatique et sociale. Quels échos celle-ci trouve-t-elle dans votre commune ?

T. D. M. — Il y a urgence sociale et climatique dès l'entrée du territoire avec l'échangeur de l'A3, l'endroit le plus pollué d'Europe. Nous travaillons à un scénario ambitieux à long terme – l'enfouissement de cette infrastructure - mais il devra y avoir des actes concrets à court et moyen terme pour simplifier l'infrastructure et diminuer les pollutions. C'est la première fois qu'un tel projet est porté par Est Ensemble, les villes de Bagnole et Paris, et défendu auprès de l'Etat. Les habitants attendent des résultats visibles rapidement pour que ce lieu se transforme enfin ! ●



**Est
Ensemble**
Grand Paris

**Un nouveau
service public de l'eau**
pour protéger la ressource
et vous garantir le meilleur prix.

18Photo / Blaise Durocher / Corbis photo © dennis, Gornet et Maréchal pour Stock

Plus d'infos :
est-ensemble.fr



**Est
Ensemble**
Grand Paris

**Pour le climat
et la justice sociale!**

Bagnolet . Bobigny . Bondy
Le Pré Saint-Gervais . Les Lilas
Montreuil . Noisy-le-Sec
Pantin . Romainville

>>> Suite de la page 06

Bertrand Kern,
maire de Pantin

“ **L’avenir de plusieurs politiques publiques capitales pour Pantin se fait avec Est Ensemble** ”

Est Ensemble vient de fêter son douzième anniversaire. Quel regard portez-vous sur son évolution (compétences, moyens, transferts, actions...)?

Bertrand Kern — Pour quelqu’un qui, comme moi, en a été le premier président, c’est d’abord une très grande fierté qu’Est Ensemble ait brillamment dépassé ses 10 ans. Son évolution dont nous ne sommes pas les auteurs est peut-être regrettable, car elle nous prive d’une fiscalité propre même si cela permet à la métropole du Grand Paris d’exister. A l’échelle de l’histoire administrative de la France, tout cela reste très récent et il est normal qu’il y ait encore de nombreux ajustements à trouver. Le principe de la mutualisation d’équipements et de politiques publiques au bénéfice d’un bassin de population à « taille humaine » a toute sa pertinence.

Comme maire de la ville de Pantin, quelle utilité/bénéfice trouvez-vous à l’action territoriale ?

B. K. — En juin prochain la rénovation de la piscine Leclerc, sera terminée. Construite dans les années 30, elle connaîtra une deuxième jeunesse et son bassin dans lequel des milliers de séquanodionysiens ont appris à nager, va pouvoir rouvrir. Un nouveau bâtiment, accolé à la piscine rénovée, accueillera, à la fois, un bassin pour les enfants et les seniors, et le conservatoire Jacques Higelin, avec un magnifique auditorium de 250 places. Aux Courtillières, l’équipement culturel Nelson Mandela, livré en fin d’année sera en partie animé par des personnels du territoire. Je pourrais multiplier les exemples : preuve est faite que l’avenir de plusieurs politiques publiques capitales pour Pantin se fait avec Est Ensemble.

Est Ensemble affiche clairement une double orientation en matière de Justice climatique et sociale. Quels échos celle-ci trouve-t-elle dans votre commune ?

B. K. — Cela résonne avec les ambitions qui sont les nôtres à Pantin. Nous nous sommes engagés auprès des Pantinoises et des Pantinois à ce que chaque décision municipale soit utile à la planète, juste socialement et approuvée par les habitants. C’est une très bonne chose que villes et territoire soient totalement en phase sur ce sujet. ●



© NICOLAS BASCOP

Abdel Sadi,
maire de Bobigny

“ **J’apprécie l’esprit de coopération qui imprègne la vie du territoire** ”



© NICOLAS BASCOP

Olivier Sarrabeyrouse,
maire de Noisy-le-Sec

“ Je m’attache à valoriser la relation de travail avec le territoire indispensable pour l’évolution de Noisy-le-Sec ”

Est Ensemble vient de fêter son douzième anniversaire. Quel regard portez-vous sur son évolution (compétences, moyens, transferts, actions...)?

Olivier Sarrabeyrouse — Est Ensemble au fil des ans a pu développer ses compétences sur le territoire devenant un interlocuteur privilégié et de qualité. Cet EPT a réussi à se construire en intégrant chaque ville la composant. Les prochains défis du territoire consistent aujourd’hui à réussir à assumer pleinement les compétences qui lui sont rattachées. Les villes se retrouvent parfois à devoir assumer dans leur budget des compétences qui sont directement gérées par le territoire à l’instar des déchets. Le territoire doit mobiliser toute son énergie à produire du sens, de la cohésion, de la coopération, de la péréquation et de la solidarité pour les habitant-e-s Avec Est Ensemble, nous sommes engagés dans cette direction.



© NICOLAS BIASCOP

Comme maire de la ville de Noisy-Le-Sec, quelle utilité/bénéfice trouvez-vous à l’action territoriale ?

O. S. — Je m’attache à valoriser et à améliorer la relation de travail avec le territoire qui est indispensable pour l’évolution de la ville. Aujourd’hui, les équipes du territoire sont à l’écoute des contraintes et des évolutions des villes. Grâce au travail collectif d’Est Ensemble mis en place dernièrement, nous pouvons avoir une vision globale des actions. Les villes sont ainsi beaucoup moins isolées. La vision territoriale contribue à une harmonisation, une coopération, une rationalisation des coûts, mais ne doit pas être une feuille de plus dans les échelons territoriaux.

Est Ensemble affiche clairement une double orientation en matière de Justice climatique et sociale. Quels échos celle-ci trouve-t-elle dans votre commune ?

O. S. — A l’heure où la précarisation des habitants de nos villes est flagrante, nos citoyennes et citoyens ont besoin de pouvoir respirer, se déplacer, se loger, se nourrir et se vêtir décentement. Nous subissons de plein fouet la crise sociale et les moyens pour lutter sont faibles voire inexistantes. Ainsi, les inégalités territoriales nous impactent grandement bloquant considérablement ces initiatives d’une grande importance et la mise en valeur de ces batailles politiques sociales et écologiques ô combien indispensables. ●

Est Ensemble vient de fêter son douzième anniversaire. Quel regard portez-vous sur son évolution (compétences, moyens, transferts, actions...)?

Abdel Sadi — Est Ensemble a su en quelques années s’imposer dans le paysage institutionnel, comme un outil efficace pour mutualiser et conforter les politiques publiques, il faut continuer à gagner en réactivité sans renoncer à la proximité, c’est un défi auquel je suis très attaché. Un autre défi important est de gagner en lisibilité : on a encore du chemin à faire pour construire « l’identité de territoire » qui permettra à Est Ensemble de s’imposer dans le paysage démocratique - et aux usagers de profiter pleinement de la dynamique territoriale.

Comme maire de la ville de Bobigny, quelle utilité/bénéfice trouvez-vous à l’action territoriale ?

A. S. — La mutualisation des moyens nous permet de continuer à développer le service public et d’offrir des services nouveaux dans un contexte d’assèchement des ressources. Ça permet de faire avancer nos projets, je pense notamment à la lutte contre l’habitat indigne ou au pilotage des NPNRU. J’apprécie l’esprit de coopération qui imprègne la vie du territoire, une gouvernance basée sur la co-élaboration des décisions, un exécutif qui garde le souci de construire le consensus et de respecter chacun, c’est précieux.

Est Ensemble affiche clairement une double orientation en matière de Justice climatique et sociale. Quels échos celle-ci trouve-t-elle dans votre commune ?

A. S. — C’est la grande affaire de nos territoires qui ont longtemps été des zones de relégation et de servitude de la Capitale et qui par bien des aspects le restent, encore. Tout le monde est conscient qu’il faut agir, aussi bien sur le changement climatique, qui impacte nos vies, que sur les inégalités qui minent le quotidien de notre société. Derrière ces deux questions, il y a aussi l’enjeu d’une confiance retrouvée dans l’action publique, face à un océan de scepticisme, c’est notre capacité à changer le cours de l’histoire qui se joue là. ●

>>> Suite de la page 09

“ Nous travaillons avec Est Ensemble pour construire le territoire de demain, résilient et inclusif ”

François Dechy,
maire de
Romainville

Est Ensemble vient de fêter son douzième anniversaire. Quel regard portez-vous sur son évolution (compétences, moyens, transferts, actions...)?

François Dechy — Est Ensemble est un objet politique et technique en perpétuelle évolution. Il peut pâtir d'un manque de compréhension et de visibilité de son action par nos habitants. Pour autant, il joue un rôle important dans le développement de politiques publiques en termes de rénovation urbaine, de gestion des déchets, de la propreté, de développement économique et d'accès à l'emploi ou encore de mise en musique de la transition écologique. C'est un acteur essentiel dans la définition du territoire que nous souhaitons. Un territoire ouvert, à la pointe des enjeux de transformation sociale et écologique.

Comme maire de la ville de Romainville, quelle utilité/bénéfice trouvez-vous à l'action territoriale ?

F. D. — Le rôle d'un maire, par essence est de nouer des partenariats multiples. Ils nous permettent de construire des politiques publiques qui prennent sens au-delà de nos frontières territoriales pour construire du commun. Les villes, comme celles de Romainville qui travaillent au développement d'innovation

Stephen Hervé, maire de Bondy

“ Est Ensemble doit pouvoir activer tous les leviers de la solidarité fiscale territoriale ”

Est Ensemble vient de fêter son douzième anniversaire. Quel regard portez-vous sur son évolution (compétences, moyens, transferts, actions...)?

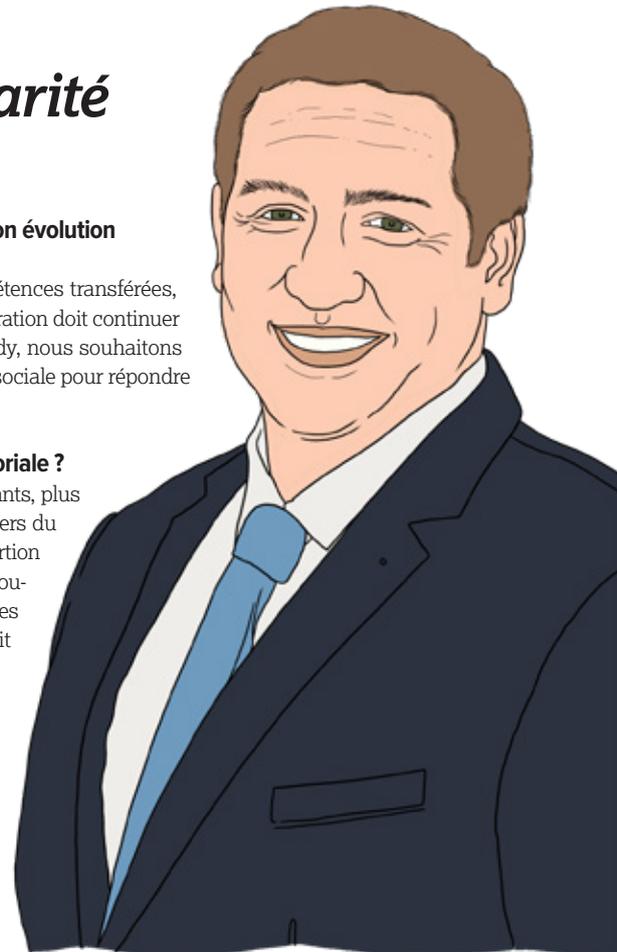
Stephen Hervé — Est Ensemble doit nous accompagner dans le développement des compétences transférées, notamment la politique de la ville ou encore le ramassage des ordures ménagères. Cette coopération doit continuer à respecter les différentes réalités et aspirations des villes qui composent le territoire. A Bondy, nous souhaitons qu'Est Ensemble devienne un réel acteur d'attractivité qui valorise une exigence d'innovation sociale pour répondre aux enjeux du territoire et de ses habitants.

Comme maire de la ville de Bondy, quelle utilité/bénéfice trouvez-vous à l'action territoriale ?

S. H. — Je suis attaché à ce que l'action territoriale réponde aux besoins quotidiens des habitants, plus particulièrement pour le ramassage des ordures ménagères et l'aménagement urbain, au travers du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI). Le développement économique, l'emploi et l'insertion sont également des politiques qui méritent d'être amplifiées sur tout le territoire. Je sais aussi pouvoir compter sur Est Ensemble en matière de solidarité et de mutualisation, pour la réalisation des différents projets de rénovation urbaine qui impacteront la ville et la vie des Bondynois. Il s'agit d'une réelle attente pour les habitants et nous n'avons pas d'autre choix que d'être à la hauteur.

Est Ensemble affiche clairement une double orientation en matière de justice climatique et sociale. Quels échos celle-ci trouve-t-elle dans votre commune ?

S. H. — En matière d'enjeux climatiques et sociaux, en plus de la mise en place de la convention climatique et de l'ambition de végétaliser davantage les espaces publics dans nos communes, Est Ensemble doit pouvoir activer tous les leviers de la solidarité fiscale territoriale pour permettre la réalisation des projets attendus par nos concitoyens. ●



comme l'Agence communale de la transition écologique et solidaire trouve un partenaire en Est Ensemble. Nous travaillons donc avec Est Ensemble pour construire le territoire de demain, résilient et inclusif. Comme sur l'emprise Saft, un foncier, où nous avons construit un appel à projet, articulant activités tournées vers la transition et l'emploi local et accessible à tous nos habitants.

Est Ensemble affiche clairement une double orientation en matière de Justice climatique et sociale. Quels échos celle-ci trouve-t-elle dans votre commune ?

F. D. — Nous devons montrer par l'exemple que la transformation écologique de nos modèles est au service des plus fragiles. C'est l'ADN de notre territoire, la solidarité et l'entraide sont au cœur de la vie quotidienne de nos habitants, n'en déplaise aux nouveaux réactionnaires aux relents fachistes. Les classes populaires sont les plus touchées par les enjeux de précarité énergétique, de pollution de toutes sortes. Les membres de la convention citoyenne sont venus à Romainville nous auditionner sur notre projet de relocalisation de cantine, au sein des écoles, approvisionnées en bio et circuit court. Ce projet autour du bien manger et de l'éducation au goût dans une première école en QPV (Quartier politique de la ville), répond à cette articulation centrale entre transition écologique et justice sociale. ●

Laurent Baron,
maire du Pré Saint-Gervais

“ Est Ensemble nous permet d'élargir nos horizons ”



© NICOLAS BASCOP

Est Ensemble vient de fêter son douzième anniversaire. Quel regard portez-vous sur son évolution (compétences, moyens, transferts, actions...)?

Laurent Baron — Est Ensemble a réussi à devenir un acteur incontournable de la vie locale. Cette collectivité est rentrée dans le quotidien des Gervaisiennes et Gervaisiens au fur et à mesure de l'élargissement de ses compétences. Ramassage des déchets, équipements sportifs et culturels ou projet d'une régie publique de l'eau, Est Ensemble nous accompagne désormais tout au long de la journée.

Comme maire de la ville du Pré Saint-Gervais, quelle utilité/bénéfice trouvez-vous à l'action territoriale ?

L. B. — L'action territoriale représente régulièrement, pour les petites villes comme la nôtre, un moyen de se faire entendre. Est Ensemble nous donne la force de réaliser, ensemble, les projets que nous ne pourrions faire seuls. Une ville de 18 000 habitant-e-s est forcément limitée dans ses capacités d'action et de financement. La solution se trouve souvent au niveau de l'échelon intercommunal. Vice-Président à l'aménagement durable, je constate qu'Est Ensemble nous donne l'opportunité

d'élargir nos horizons : la carence générale en espaces verts publics de nos territoires et le besoin de proximité avec la nature de ses habitant-e-s ne trouveront certes pas de réponse sur le territoire de 70 hectares du Pré Saint-Gervais, mais pourront bénéficier, avec des projets comme la Promenade des Hauteurs, des lieux de promenade végétalisés.

Est Ensemble affiche clairement une double orientation en matière de Justice climatique et sociale. Quels échos celle-ci trouve-t-elle dans votre commune ?

L. B. — La crise sanitaire n'a fait qu'amplifier les inégalités déjà exacerbées depuis des années par les crises sociales et climatiques. Nous devons porter cette double exigence pour que chaque mesure soit socialement juste pour tou-te-s et bonne pour la planète. Puisque nous ne pouvons plus perdre de temps, il est indispensable que les actions communales et intercommunales soient complémentaires. Je me réjouis que ce soit aujourd'hui le cas sur certaines politiques publiques emblématiques comme la lutte contre l'habitat insalubre, qui permet d'isoler les passoires thermiques tout en réduisant les factures énergétiques. ●

>>> Suite de la page 11

Lionel Benharous,
maire des Lilas

“ Est Ensemble nous apporte l’opportunité de faire ensemble ”

Est Ensemble vient de fêter son douzième anniversaire. Quel regard portez-vous sur son évolution (compétences, moyens, transferts, actions...)?

Lionel Benharous — En 10 ans, Est Ensemble a grandi. Ses compétences se sont élargies, ses moyens renforcés, ses équipes se sont étoffées et ont gagné en expertise. D’objet virtuel et inquiétant, il est devenu, pour les Lilasiennes et les Lilasiens, un acteur de nos territoires, un partenaire de nos vies, une réalité.

Comme maire de la ville des Lilas, quelle utilité/bénéfice trouvez-vous à l’action territoriale ?

L. B. — Est Ensemble nous apporte l’opportunité de faire ensemble, mieux et davantage que nous ne ferions seuls : pour une ville de 23 000 habitants, c’est précieux ! Il est aussi un formidable creuset de nos expériences, facilite la confrontation de nos diversités qui nous enrichissent. Le territoire doit encore mieux, à l’avenir, nous permettre de mutualiser nos actions, y compris au-delà des compétences transférées.

Est Ensemble affiche clairement une double orientation en matière de Justice climatique et sociale. Quels échos celle-ci trouve-t-elle dans votre commune ?

L. B. — La double exigence de bâtir un monde, une société, plus justes et solidaires, plus écologiques et plus durables résonne aux Lilas comme partout. Les crises sociale et écologique nous heurtent, nous bousculent et nous obligent à l’action, toutes et tous. Est Ensemble s’y engage, dans une action complémentaire de celle que nous menons aux Lilas : ainsi, comme vice-Président en charge de la démocratie alimentaire, l’action que je mène pour favoriser l’accès de toutes et tous à une alimentation durable et de qualité complète celle entreprise aux Lilas pour améliorer toujours notre restauration scolaire. Tant mieux, et ensemble, nous gagnerons en efficacité... ●



© NICOLAS BASCOP

Patrice Bessac,
maire de Montreuil

“ L’appartenance à Est Ensemble a inscrit notre ville dans un territoire populaire ”

Est Ensemble vient de fêter son douzième anniversaire. Quel regard portez-vous sur son évolution (compétences, moyens, transferts, actions...)?

Patrice Bessac — Est Ensemble est une très jeune institution qui met en œuvre des politiques publiques à la fois très opérationnelles et très structurantes. Le passage de son statut de communauté d’agglomération à celui d’établissement public territorial et la perte de toute dynamique fiscale constituent malheureusement un frein majeur à son action. Nous sommes donc dans un entre-deux de son histoire. Sans évolution de la Loi sur le Grand Paris, nous ne pourrions assurer efficacement et durablement les politiques publiques territoriales.

Comme maire de la ville de Montreuil, quelle utilité/bénéfice trouvez-vous à l’action territoriale ?

P. B. — Avec le recul, l’appartenance à ce groupe de villes du nord est-parisien, nous a permis d’inscrire notre ville dans un territoire populaire avec lequel nous partageons beaucoup d’enjeux. Le renouvellement urbain de nos quartiers, au Morillon et à La Noue, est un bon témoignage de l’apport structurant d’Est Ensemble pour Montreuil. De façon plus quotidienne, notre conservatoire, nos piscines, notre cinéma ou nos bibliothèques bénéficient et participent d’une énergie collective et de moyens partagés. C’est un vrai plus pour le service public montreuillois.

Est Ensemble affiche clairement une double orientation en matière de Justice climatique et sociale. Quels échos celle-ci trouve-t-elle dans votre commune ?

P. B. — Je pense qu’elle fait vraiment sens, à Montreuil, ville de tradition solidaire et dans laquelle une grande majorité des habitants a déjà une conscience écologique affirmée. Nous défendons les mêmes enjeux à l’échelle communale. Le développement des espaces verts, la renaturation de l’espace public, la rénovation de l’habitat que nous portons en commun avec Est Ensemble, résonnent ainsi fortement avec ce que nous développons à Montreuil pour favoriser les mobilités douces, pour l’alimentation bio dans nos cantines ou encore le développement des énergies renouvelables. ●



© NICOLAS BASCOP

POUR UNE VILLE OÙ IL FAIT BON VIVRE, HABITER, TRAVAILLER



DATA Architectes

Concevoir, Construire, Gérer et Investir

dans des villes, des quartiers, des immeubles
qui soient des lieux innovants, des lieux de
mixité, des lieux inclusifs, des lieux connectés
et à l'empreinte carbone réduite.

Des lieux où il fait bon vivre, habiter, travailler.
Telle est notre ambition, tel est notre objectif.

Telle est notre Raison d'Être.





© NICOLAS BASCOP

Réforme de l'administration Créer l'adhésion pour partager l'ambition politique

— Lancée en septembre 2021, le projet d'administration engagé par Est Ensemble s'appelle « En mode collectif », un terme exprimant une démarche globale à la fois en interne au niveau des services pour impliquer l'ensemble des agents à la mise en œuvre du projet politique et avec le bloc local dans le cadre d'une réflexion engagée avec les villes.

La réforme de l'administration voulue par Est-Ensemble se présente comme une démarche innovante dans le secteur public local engagée sur la base de plusieurs constats. Après la phase dynamique de fondation de l'intercommunalité en 2010/2011 a succédé sa transformation en EPT (établissement public territorial) dans le cadre de la création de la métropole du Grand Paris en 2016. « Le fonctionnement s'est avéré différent notamment d'un point de vue financier », explique Séverine Rommé, la directrice générale des services. « La question se pose notamment de savoir quelle était notre légitimité », poursuit la DGS. Passé en dix ans de 0 à 1 300 agents et implanté sur 45 sites, Est-Ensemble doit gérer une véritable crise de croissance. « La dynamique de projet l'a emporté sur la structuration de nos process et outils internes

pourtant nécessaires pour les soutenir sur le long terme », souligne François Guimbretière, chargé de mission auprès de la DGS.

Aussi, en 2020, à l'issue des élections municipales et du renouvellement de l'exécutif et de la direction générale, une démarche globale d'administration est envisagée afin de renouveler en profondeur la façon de travailler. « Le projet consiste nous réinterroger sur notre fonctionnement collectif pour mettre œuvre les projets portés par l'exécutif », indique François Guimbretière. Il s'agit de faire en sorte que les agents d'une part s'approprient et intègrent les ambitions politiques des élus, orientées vers la préservation du climat et de la justice sociale, et d'autre part qu'ils participent tous à la mise en œuvre des nouvelles méthodes de travail dans l'objectif de gagner en efficacité, en confiance

et en coopération. En recherchant la cohésion de l'ensemble de ses agents, Est Ensemble entend aussi surmonter les risques de clivages entre d'un côté les directions centrales, et de l'autre les équipements, parfois éloignés du centre de décision.

DES ESPACES DE TRAVAIL « INFUSENT » DANS LA COLLECTIVITÉ

Enfin, se posait la question de l'articulation avec les communes membres du fait d'un positionnement dual de l'EPT en étant à la fois au service des villes et chargé de porter l'intérêt territorial. « Sur les questions d'aménagement par exemple, il y a un sens à ce que des opérations soient menées à l'échelle territoriale et ne soient pas une conjonction d'opérations communales », cite notamment François Guimbretière.

Pour mener à bien cette ambition, le président Patrice Bessac a confié à la direction générale et en particulier à Séverine Rommé, le pilotage de la démarche, en association avec Samia Sehouane, la vice-présidente en charge des finances, des ressources humaines et de l'administration générale. Sur le plan méthodologique, Est Ensemble est accompagné par un cabinet extérieur, Cap Nova chargé d'effectuer une sorte de « coaching d'organisation », qui passe par un diagnostic systémique et de définir une méthode. Enfin, un « groupe projet » composé d'une vingtaine d'agents a été créé pour piloter et fixer les orientations du projet d'administration. Il représente quasiment la totalité des directions et la diversité des fonctions à Est Ensemble, ainsi que tous les niveaux hiérarchiques de l'agent à la DGS dans l'idée que chacun puisse s'exprimer et donner son avis. Le changement s'opère par l'ouverture d'espaces de travail qui vont infuser dans la collectivité. Dans une logique d'exemplarité, les premiers à se lancer ont été le collectif des directeurs et directrices. Un coaching a permis de détecter des premiers points d'amélioration, à commencer par la mise en œuvre d'un agenda partagé des sollicitations transversales (entretiens annuels, budget, etc) « afin d'étaler le plan de charge et ne pas concentrer trop de demandes simultanément ce qui embolise l'activité », détaille le responsable de la mission stratégique d'Est Ensemble. Deuxième exemple, le circuit de décision va être épuré pour qu'il gagne en clarté et en transparence. La démarche va aussi consister à simplifier les échanges entre les directions pour renforcer l'efficacité en contactant directement le bon interlocuteur plutôt que le même échelon hiérarchique.

DES « MANAGERS PIONNIERS » AU « GROUPE DE FACILITATEURS »

Au niveau de l'ensemble des services, des espaces de travail sont ouverts à tous les agents de manière à ce que chacun trouve sa place dans la démarche et y participe même en étant éloigné physiquement du siège de Romainville. L'un des premiers espaces a été ouvert pour les managers. Dénommée « Les managers pionniers », il vise à former à des méthodes innovantes de management et à s'interroger sur la reconnaissance à apporter aux agents et la confiance envers ses collaborateurs. « Une dizaine de managers travaillent sur ces questions dans un premier temps avec Cap Nova, puis ils formeront ensuite les générations suivantes de « managers pionniers » sur la nouvelle approche de management », indique François Guimbretière.

Fusion de deux directions

La nouvelle méthode de travail fait ses preuves

En juin 2021, il a été décidé de fusionner la direction de l'économie, de l'attractivité et de l'innovation et celle de l'emploi et la cohésion sociale (employant respectivement 24 et 45 agents). Dans ce cadre, la nouvelle méthode de travail a été appliquée. Ainsi « tous les agents ont été conviés via trois séminaires de travail à réfléchir à la feuille de route du développement économique et de l'emploi », explique François Guimbretière, et à savoir comment traduire cette feuille de route dans l'organisation et faire des ponts entre les deux directions pour limiter les fonctions semblables. Cette méthode a permis de lever les craintes et de rendre les agents acteurs de la démarche. « Ils ont même proposé de créer des groupes de travail autonomes pour approfondir certaines questions », se réjouit le responsable de la mission stratégique d'Est Ensemble. L'objectif est en passe d'être atteint : « non seulement on a rendu les agents acteurs mais ils se sont autorisés à proposer des choses ».

Pour les autres agents qui souhaitent s'investir dans la démarche, un groupe de facilitateurs internes a été créé. Ils sont formés à l'animation de groupes de travail en mobilisant l'intelligence collective avec des techniques par lesquelles chacun peut s'exprimer et donner un avis, y compris ceux qui ne sont pas à l'aise à l'oral ou auxquels on ne donne pas souvent la parole. Enfin, un questionnaire élaboré par le « groupe projet » a été soumis en décembre dernier à

l'ensemble des 1 300 agents pour établir un état des lieux de leur ressenti sur les pratiques au sein de l'administration, sur l'organisation ou encore sur les chantiers à mener pour s'améliorer. Un groupe avec les élus d'Est Ensemble a également été constitué. Les prochaines étapes vont consister à tirer le bilan des résultats du questionnaire, identifier les chantiers prioritaires à mener avec les agents et le partager avec les élus. ●

Fabienne Proux





***La transition écologique
au service de la justice
climatique***



— Alors que le dérèglement climatique impacte les plus vulnérables, Est Ensemble fait de ses politiques en faveur de la transition écologique un vecteur de justice sociale. Convention citoyenne pour le climat, nouveau plan climat, économie circulaire, programme zéro déchet, aménagement durable, rénovation énergétique... le champ d'action se veut global.

Un nouveau plan climat en perspective

— *Le Territoire a inauguré son second plan climat air énergie territorial (PCAET) avec un dispositif inédit : une convention citoyenne locale pour le climat.*

En 2017, Est Ensemble adoptait son PCAET, juste après Paris. Celui-ci comprend 43 actions permettant de traiter des enjeux de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de pollution atmosphérique ainsi que de l'adaptation au changement climatique. Il prévoit ainsi notamment d'intégrer la transition énergétique dans l'aménagement du territoire, d'accompagner les ménages en précarité énergétique, de participer au développement des éco-activités, de développer la production d'énergie renouvelable sur le territoire ou d'améliorer la performance énergétique des bâtiments du Territoire.

90 % des actions prévues auraient aujourd'hui été engagées. « Parmi les 10 % qui n'ont pas été lancées figurent par exemple la limitation des polluants de transports de marchandises, sujet très complexe qui ne relève pas que d'Est Ensemble », signale Véronique Ragusa-Bartolone, directrice de l'environnement et de l'écologie urbaine. L'objectif de favoriser les transports en commun n'a lui non plus pas été atteint faute de levier en la matière. Quant à l'idée de créer un dispositif d'aide aux travaux d'isolation et d'aération des logements, aucune solution de financement n'a pu être trouvée.

NOUVELLES EXIGENCES

Alors que le plan 2017-2023 arrive bientôt à son terme, le territoire a lancé l'élaboration de son successeur. « Les exigences des plans ont changé [voir encadré], des ambitions ont été ajoutées, explique Véronique Ragusa-Bartolone. Ce document portait précédemment essentiellement sur l'atténuation, maintenant les volets adaptation/résilience et qualité de l'air sont renforcés ». Les objectifs nationaux, qui ont évolué depuis 2017 – avec désormais l'ambition de neutralité carbone en 2050 –, doivent être déclinés dans le PCAET, de même que ceux du schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) de la région Ile-de-France et du plan climat métropolitain.

La phase de diagnostic du nouveau PCAET est déjà bien avancée, puisque la plupart ont été réalisés. Les études révèlent notamment que les émissions de gaz à effet de serre du territoire ont baissé de 21 % entre 2005 et 2018. Le secteur

résidentiel reste le premier émetteur (43 %) suivi par le tertiaire (27 %), les transports routiers (21 %) et l'industrie (9 %). Il s'avère par ailleurs que 9 % de la population d'Est Ensemble respire un air qui ne respecte pas les normes de qualité de l'air pour les oxydes d'azotes (NOX). D'autres études sont toutefois encore attendues concernant la qualité de l'air, la réduction des îlots de chaleur urbains et le développement des énergies renouvelables.

CONVENTION CITOYENNE

Sur le plan de la concertation, le Territoire a choisi de mettre en place une démarche inédite : une convention citoyenne locale pour le climat (voir ci-après). Celle-ci vient d'achever ses travaux et ses propositions seront soumises le 10 mai au vote du conseil de territoire. Cette convention a élaboré une charte contenant près de 220 propositions.

« C'était la première étape de la concertation, il y aura d'autres séquences », précise Audrey Saurion, directrice de la relation aux usagers et de la logistique. Une dizaine de réunions sont en effet programmées jusqu'à septembre prochain avec les acteurs du territoire, les habitants et les

élus. Elles seront, d'une part, territoriales et, d'autre part, thématiques sur des sujets comme l'énergie, les transports ou l'habitat. « Ces rendez-vous permettront de faire connaître les propositions de la convention citoyenne et d'en élaborer des nouvelles », remarque la directrice de l'environnement et de l'écologie urbaine.

Le plan d'Est Ensemble présentera par ailleurs une particularité du fait de l'attachement de Patrice Bessac à la question de la justice sociale. Une évaluation de l'impact social des mesures pourrait en effet être réalisée, ce qui ne figure pas dans les exigences réglementaires.

A l'issue de ces différents processus, l'établissement public territorial disposera des grands axes de sa stratégie, d'un plan d'actions et d'une évaluation environnementale pour une première adoption en janvier 2023. Après examen de l'Autorité environnementale et de la Métropole du Grand Paris – qui doit s'assurer de la conformité avec son propre plan climat –, il sera soumis à nouveau à la consultation des habitants. L'intégration des derniers retours doit conduire à une adoption définitive à l'automne 2023. ●

Raphaël Richard

Les objectifs des plans climat

La loi précise certains objectifs nationaux et fixe comme nouveaux objectifs prioritaires aux PCAET :

La neutralité carbone à l'horizon 2050 ;

La division par six des émissions de gaz à effet de serre en 2050 par rapport à 1990 ;

La réduction de 40 % de la consommation d'énergies fossiles - par rapport à 2012 - d'ici à 2030 (contre 30 % précédemment) ;

L'obligation d'installation de panneaux solaires sur les nouveaux entrepôts et supermarchés et les ombrières de stationnement ;

La sécurisation du cadre juridique de l'évaluation environnementale des projets afin de faciliter leur aboutissement, notamment pour l'installation du photovoltaïque ou l'utilisation de la géothermie avec pour objectif d'atteindre 33 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique d'ici à 2030, comme le prévoit la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) ;

Le soutien à la filière hydrogène.



© NICOLAS BASCOP

Economie circulaire

Une nouvelle stratégie pour impliquer tous les acteurs

En avril 2019, Est Ensemble s'est doté de son premier plan pour le développement de l'économie circulaire sur son territoire. Elaborée en articulation avec des documents stratégiques comme le plan climat-air-énergie territorial ou le contrat d'objectifs déchets et économie circulaire (CODEC), cette stratégie est le résultat d'une démarche volontaire qui a pour objectif d'encourager un modèle de développement qui limite l'utilisation des ressources, favorise l'utilisation de matières premières secondaires et renouvelables, tout en s'inscrivant dans des boucles locales. Une ambition qui passe par la dynamisation du tissu économique avec la création d'emplois locaux grâce à la structuration et la promotion de nouvelles filières et d'activités non délocalisables.

Le plan met en avant des filières à enjeu comme celle du réemploi et du recyclage des matériaux issus des projets d'aménagement et de renouvellement urbain du territoire, ainsi que celle de la prévention et la valorisation des biodéchets. Les nombreux chantiers de démolition et de construction à venir sur le territoire sont en effet une opportunité pour structurer un circuit local d'approvisionnement de matériaux réemployés. Plusieurs projets expérimentaux – réutilisation de béton sur le PRU Gagarine à Romainville, Tiers-lieu de l'emploi de l'économie circulaire à Bobigny, étude de métabolisme urbain sur la ZAC Ecoquartier de Pantin – voient ainsi le jour sur le territoire. La nouvelle stratégie économie circulaire de la collectivité sera ainsi intégrée en tant que thématique prioritaire au futur plan climat qui sera adopté en 2023.

La concertation citoyenne pour le climat prise au sérieux

— La convention citoyenne locale pour le climat et la biodiversité d'Est Ensemble a achevé ses travaux le week-end des 29 et 30 janvier. La démarche vise autant à recueillir les propositions de ses membres qu'à provoquer une prise de conscience générale des défis climatiques.

Répartis en ateliers thématiques, les 100 membres de la convention citoyenne locale pour le climat (CCLC) d'Est Ensemble peaufinaient, le 29 janvier dernier en fin d'après-midi à Romainville (Seine-Saint-Denis), à l'étage de la salle du conseil du Territoire, leur plateforme de propositions pour le climat. Le lendemain, ils débattaient de leurs derniers points de désaccord, avant de délibérer pour valider le document final. Le terme de cinq mois d'un travail entrepris les 18 et 19 septembre dernier, à raison d'un week-end par mois, débuté par la réalisation d'une fresque du climat ou d'un diagnostic du territoire, auxquels se sont ajoutés une série d'intersessions, rencontres, visionnage de films, etc. Avec pour mandat d'« établir une série de mesures concrètes pour lutter contre le dérèglement climatique dans le respect de la justice sociale et environnementale, en prenant en compte la biodiversité, dans les champs de compétence d'Est Ensemble et de ses villes ».

Un soin particulier a été apporté à l'organisation de la démarche afin de favoriser l'émergence d'une expertise d'usage. La présence des élus n'a été autorisée qu'à partir de la 4^e session, et seulement durant une demi-journée. Et les experts ont été invités également après plusieurs réunions, pour venir répondre aux questions, lors d'échanges façon speed-dating. Des agents d'Est Ensemble ont aussi été associés, comme experts ou, après avoir suivi une formation, comme facilitateurs.

SÉLECTION AU TIRAGE AU SORT

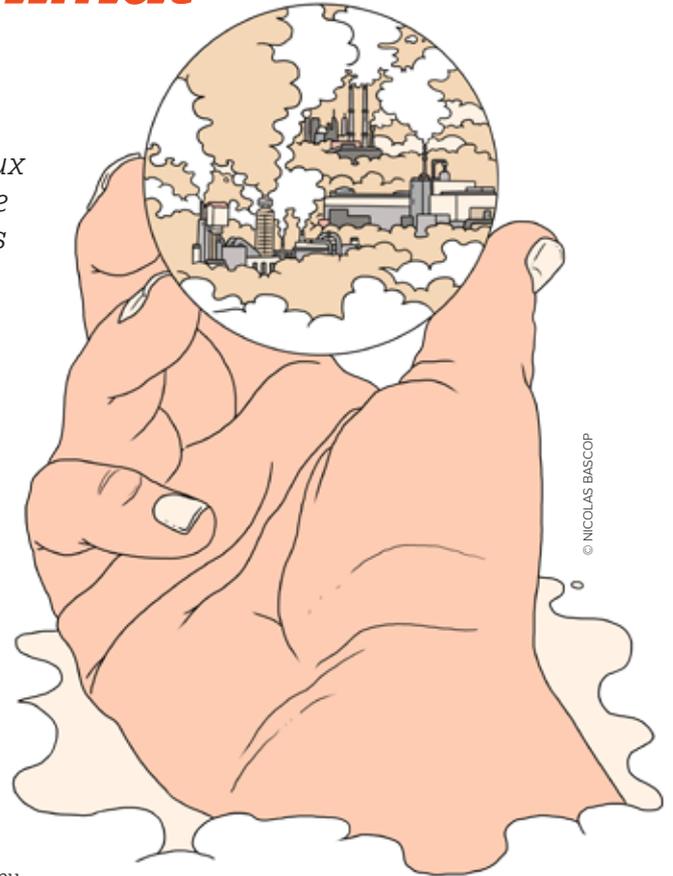
« La démarche est très positive, j'ai appris énormément de choses », indiquait une guide conférencière parmi les participants, aux yeux de laquelle les propositions de la CCLC en faveur d'une accélération de la mise aux normes des logements, notamment en matière de consommation énergétique, sont les plus importantes. « J'ai le sentiment de remplir mon devoir de citoyen et de pouvoir peut-être apporter un peu de mon expérience », faisait valoir un architecte lui aussi retenu.

Tous deux ont été tirés au sort sur la base d'un panel constitué par un cabinet indépendant, afin de refléter le plus fidèlement possible la composition du territoire. Selon des critères de genre, d'âge et d'origine géographique, mais aussi de niveau socio-professionnel et de diplômes. Ainsi, 31,78 % des membres de la convention ne possèdent pas de diplôme au-dessus de CAP/BEP, 44,86 % ont le bac, 23,36 % un bac +2 et plus.

Le document issu de cette convention a été présenté mi-février au bureau du Territoire, puis une vaste assemblée générale se tiendra en mars, réunissant les 100 participants à cette convention et l'ensemble des élus du Territoire. Puis, le 10 mai, un conseil d'Est Ensemble délibérera sur l'ensemble des propositions citoyennes. Une des propositions phare est déjà connue : la création d'une cité du climat.

INTÉGRER DES PROPOSITIONS AU PLAN CLIMAT

D'ores et déjà, « un jeu de ping-pong a lieu entre le service de l'environnement et la convention, avec des allers-retours sous forme d'échanges de questions-réponses », souligne Véronique Ragusa Bartolone, directrice de l'environnement et de l'écologie urbaine de l'EPT. Il s'agit d'étudier



© NICOLAS BASCOP

Verbatim

« Ce genre d'expérience permet d'augmenter le niveau d'engagement des citoyens »

Audrey Saunion,
directrice de la relation aux usagers et de la logistique

comment nous pourrions transformer des propositions en plan d'actions. Et nous allons tenter d'en intégrer un maximum au sein du plan climat air énergie territorial (PCAET), dont la révision est lancée », poursuit-elle. D'autres suggestions pourront entrer en vigueur par d'autres biais.

« Cette démarche demande à l'administration de se déposséder, c'est un changement de posture, observe Audrey Saunion, directrice de la relation aux usagers et de la logistique du Territoire. Ce genre d'expérience permet d'augmenter le niveau d'engagement des citoyens. » Une évaluation de ce processus sera ensuite menée de même qu'un suivi de la mise en œuvre des engagements. ●

Jacques Paquier avec R.R.

**100
citoyens**

tirés au sort, ont élaboré une charte contenant près de 220 propositions.

Dessiner une promenade verte en zone dense

— Le Parc des Hauteurs, imaginé avec l'Institut Paris Région, est un projet de territoire qui poursuit l'ambition de mailler les grands parcs du territoire par une promenade verte accessible à tous de 42 km et traversant les 9 villes d'Est Ensemble.

Est Ensemble compte 6 m² d'espaces verts par habitant, contre 15,6 m² à l'échelle de la métropole du Grand Paris. Depuis 2016, le Territoire et l'Institut Paris Région travaillent donc à un projet de renaturation et d'ouverture au public d'espaces de nature et de loisirs reliés ensemble par une promenade. Une réflexion qui a conduit l'agence d'urbanisme à imaginer un « système de parcs » par la mise en continuité de jardins, bois, parcs, terrains de sport, cimetières, friches, délaissés militaires, anciennes carrières et autres espaces ouverts. Ce secteur, qui s'appuie notamment sur la Corniche des Forts, dépasse même le périmètre de l'établissement public territorial pour s'étendre jusqu'à Rosny-sous-Bois, à Fontenay-sous-Bois, aux Buttes Chaumont et au cimetière du Père Lachaise à Paris. Ainsi a émergé le projet de Parc des Hauteurs, qui regroupe près de 920 000 habitants, dont 280 000 sur le territoire d'Est Ensemble. « Si certains espaces constitutifs [de ce territoire] sont préservés, aménagés et intégrés aux quartiers, d'autres sont dégradés, enclavés par les infrastructures ou fermés au public, écrit l'agence d'urbanisme dans une étude de mars 2021. En restaurant les continuités (piétonnes, cyclables, paysagères ou écologiques) interrompues, il s'agit de constituer une "infrastructure verte" au service du territoire. » Pour Ludivine Carlier, la directrice du projet, cette zone présente un « potentiel très fort d'espaces verts qui ne sont pas mis en valeur et une situation géographique avec une vue sur la Métropole qui n'est pas valorisée ». Il s'agit donc de « s'adosser à ce potentiel végétalisé pour créer une boucle paysagère ».

RENATURER, APAISER, ÉQUIPER ET ANIMER

Pour aller plus loin, l'agence de paysage Ter, avec Une Fabrique de la ville, Indiggo et Cuesta, a été chargée d'élaborer un plan guide, finalisé en 2020 qui s'organise autour de quatre « invariants » : renaturer (végétalisation), apaiser (reconquête des rues), équiper (kiosques belvédères et signalétique) et animer (fil rouge artistique et programme d'activation).

Sur ce dernier point, Est Ensemble n'a pas attendu les premiers aménagements. « Nous souhaitons faire vivre cette promenade en amont de la réalisation », fait valoir Ludivine Carlier. Des balades urbaines ont donc été organisées dans ce futur « équipement à ciel ouvert » pour faire connaître les lieux. En 2018 a ainsi été lancée la première édition de « La Grande rando », événement sur une journée proposant une randonnée de 12-15 km avec des arrêts pour raconter le territoire par des spécialistes du patrimoine et des acteurs locaux.

Parmi les actions de préfiguration, des balises ont été installées sur le chemin de la promenade avec des QR code qui renvoient sur une carte interactive regroupant les points d'intérêt et les équipements publics à proximité. « Nous essayons de lancer une dynamique d'usagers qui se promènent seuls », rapporte Nadia Hamma, cheffe de projet sur le projet Promenade.

ACCÉLÉRATION EN 2021

Cette opération, prévue à l'origine sur une dizaine d'années, a connu une importante accélération l'an passé. Le conseil de territoire l'a choisi parmi les deux grands projets du mandat (avec le passage en régie de la distribution d'eau). L'équipe chargée du pilotage se voit alors confier comme mission, par le nouvel exécutif, d'y intégrer Bondy et Bobigny, les deux seules villes d'Est Ensemble qui ne faisaient pas partie du périmètre. « Nous aurons donc à terme un projet qui concernera les neuf villes d'Est Ensemble, Paris, Rosny et Fontenay, souligne Nadia Hamma. On parle toujours de 42 km en référence au marathon, mais la promenade sera en fait beaucoup plus longue. »

L'établissement public territorial, bien qu'il n'ait pas la compétence espaces publics, s'est donc mis en position de porter politiquement ce projet au titre de sa compétence aménagement comme une action de restructuration urbaine au regard de son dimensionnement métropolitain et a inscrit en conséquence 15 millions d'euros à son budget

Suite page 22 >>>



200 ha
potentiels d'espaces verts
au sein d'Est Ensemble
seraient ouverts au public
grâce au projet de Parc des
Hauteurs, contre 120 ha
aujourd'hui.

>>> Suite de la page 21



© NICOLAS BASCOP

pour amorcer les travaux des cinq prochaines années. Une organisation juridique particulière a dû être imaginée avec les municipalités, toutes intéressées mais pas toujours en mesure de porter le projet. Une charte de gouvernance va d'ailleurs voir le jour pour organiser le pilotage.

Est Ensemble s'est engagé à aller chercher des financements complémentaires auprès de partenaires comme l'Etat ou la métropole du Grand Paris, qui a déjà donné son accord de principe. Des arbitrages qui pourraient permettre une concrétisation plus rapide que prévue, alors que les premiers travaux sont envisagés au deuxième semestre 2023. Le reste de la planification est en cours de finalisation. 95 % du parcours ne présente pas de difficultés majeures d'aménagement, reste 5 % de « points durs » pour lesquels il faudra stabiliser le tracé.

« LE PAYSAGE COMME PRIORITÉ »

La logique d'urbanisme transitoire se poursuit par ailleurs. La « Grande Rando » a été complétée en 2021 avec les « Petites traversées », programme de dix promenades thématiques élaborées avec des associations locales qui ont pu retracer l'ensemble. L'objectif de celles-ci est d'allier sport, culture et environnement. Des aménagements temporaires ont aussi été mis en place : un belvédère et des ombrières pour inviter les gens à se poser sur le parcours.

Lauréat d'un appel à projets de Paris 2024, le Territoire – en consortium avec la ville de Paris, le Comité départemental olympique et sportif et la fédération omnisport de Seine-Saint-Denis

– va accélérer ce volet événementiel avec toujours « La Grande Rando » et les « Petites traversées » – qui passeront au nombre de 20. Vont s'ajouter, dès l'été 2022 un trail urbain nature de 12 km avec un village sportif et des balades dans les quartiers en politique de la ville pour réfléchir à de nouveaux aménagements sportifs, notamment plus inclusifs. Des courses d'orientation en autonomie devraient aussi voir le jour en 2023.

Ce projet – qui pourrait changer de nom en raison de son extension vers la Plaine de l'Ourcq – « poursuit plusieurs objectifs, souligne la directrice de projet : *la reconquête des espaces publics, la lutte contre les îlots de chaleur, le développement de la biodiversité, de la trame verte et bleue, et des usages...* » Alors que Patrice Bessac a affirmé la volonté de créer de nouveaux espaces verts, le Parc des Hauteurs constitue « *un premier étage de la fusée de politique publique qui se veut plus volontariste en matière de renaturation* », remarque-t-elle. « *C'est une nouvelle manière de faire de l'aménagement avec le paysage comme priorité* », ajoute Nadia Hamma. Un bon exemple de l'équilibre voulu entre ambition sociale et lutte contre les risques climatiques.

Paul Lecroart, urbaniste et pilote du projet à L'Institut Paris Région, dans la note de mars 2021 relevait même que, « *par son échelle et ses potentialités transformatives, c'est aussi un projet pilote à l'échelle régionale et métropolitaine qui préfigure de nouvelles stratégies d'aménagement, tout en s'inscrivant dans les objectifs à long terme des plans en vigueur ou futurs.* » ●

Raphaël Richard

Le Pré Saint-Gervais Une forêt « citoyenne » sur une friche

Portée par l'association Le Pré en Transition, une « forêt citoyenne » va voir le jour au Pré Saint-Gervais en marge d'une opération de logements sur l'ancienne friche industrielle Busso. A l'issue d'une consultation associant les habitants, la Ville a retenu Cogedim – avec Habitat et humanisme et l'agence d'architecture ChartierDalix – pour ce programme de 3 500 m² d'espaces verts (forêt et espaces verts locatifs), la construction d'une centaine de logements (dont 30 % de logements sociaux et 42 % de logements d'accession sociale à la propriété). En toiture, des jardins privatifs et partagés permettront une pratique de l'agriculture en ville.

Le pari du « zéro déchet »

— C'est un plan ambitieux de réduction des déchets ultimes qu'a adopté, en juin 2021, le territoire d'Est Ensemble. Lutte contre les dépôts sauvages, modernisation et extension du nombre de déchèteries, tri des biodéchets, et, surtout, sensibilisation de la population, figurent parmi les actions prioritaires.

C'est l'un des fléaux qui affectent le plus les habitants du Territoire, devançant, même, souvent, la préoccupation de sécurité : les dépôts sauvages. En 2020, ils ont représenté plus de 10 000 tonnes de débris divers, soit plus de 24 kilos par habitant ! La situation cependant, devrait s'améliorer dans les prochaines années : car l'éradication de ces tas sauvages figure en bonne place de la délibération territoriale de juin 2021 sur la gestion des déchets, baptisée « plan zéro déchet ».

« Celle-ci définit deux objectifs, et deux chemins pour y parvenir », explicite Renaud Burnel, directeur de la prévention et de la valorisation des déchets (DPVD). Le premier des défis : une réduction de 20 % à l'horizon 2026 des déchets incinérés ou mis en décharge. Ceux-ci représentent aujourd'hui, au bas mot, 130 000 des quelque 200 000 tonnes annuelles de déchets

ménagers et assimilés collectés sur les 9 communes du territoire. Quant au second objectif, il concerne l'amélioration de la propreté en partenariat avec les villes, notamment concernant les dépôts sauvages.

RÉINVENTER LE MODÈLE DE SERVICE

Comment procéder ? Un changement profond du modèle de service de collecte est en cours. « A très court terme, nous allons améliorer les prestations de propreté et la collecte des tas sauvages ». D'ores et déjà, des moyens supplémentaires sont prévus au budget 2022.

A moyen terme, les marchés de collecte seront totalement remis à plat. « Nous avons engagé un travail pour étudier la faisabilité technique et financière de l'optimisation des prestations de

collecte de tous les déchets. Il débouchera sur la passation de nouveaux marchés, en septembre 2023 », poursuit le responsable de la prévention et de la valorisation des déchets.

Certes, les 9 communes sont déjà couvertes par un marché unique, – « l'un des plus grands de France, puisqu'il pèse quelque 20 millions d'euros », précise Renaud Burnel –. Confié à Sepur, Otus (Veolia) et Suez, il n'est cependant pas encore totalement harmonisé. « Il existe aussi des trous dans la raquette, remarque-t-on à la DPVD. Ainsi, nous ne collectons qu'environ 1 500 tonnes de déchets verts alors que l'habitat individuel représente 15 % des foyers ». Une bonne part des déchets verts sont donc jetés avec les ordures ménagères.

Suite page 24 >>>



>>> Suite de la page 24

Il s'agit donc de voir quelles collectes il convient d'intensifier, ou au contraire de réduire. Et, bien sûr, de s'interroger sur l'opportunité, ou non, d'élargir la collecte séparée des biodéchets de ménages, qui ne concerne, pour l'instant, qu'un quartier de Romainville (voir ci-contre).

Enfin, commence un travail de plus longue haleine : le maillage plus fin du territoire en déchèteries. Seules trois, pour l'heure, sont en fonctionnement, même si deux déchèteries parisiennes -situées porte des Lilas et porte de Pantin- sont accessibles aux habitants d'Est Ensemble. « Ces trois lieux sont, en outre, des petites déchèteries assez basiques, ne faisant pas de prévention, et n'hébergeant aucune recyclerie », précise Renaud Burnel.

L'objectif est de les remplacer par des déchèteries modernes et d'en augmenter le nombre. D'ores et déjà, les services du Territoire travaillent, avec le Syctom qui en est propriétaire à la refonte totale de la déchèterie de Romainville. « Le projet est encore en gestation, mais cette dernière doit devenir un pôle d'excellence en économie circulaire », assure la DPVD. Sur au moins 10 000 m², elle hébergera des aires de dépôts, mais aussi une recyclerie et des activités de formation et de sensibilisation. Par ailleurs, un schéma directeur est en cours pour déterminer l'implantation, et la nature, des 4 autres déchèteries qui compléteront le maillage. Dont on espère qu'il contribuera à réduire les dépôts sauvages.

AGIR SUR LES COMPORTEMENTS

Mais si ce plan d'action est indispensable, il n'est pas suffisant : il faut, aussi, interagir sur les comportements et sensibiliser les habitants du Territoire à une meilleure gestion de leurs déchets. Pour ce faire, les élus ont décidé d'agir à trois niveaux : l'incitation, la répression, et la sensibilisation.

Le volet incitation concerne plus particulièrement les gros producteurs de déchets non ménagers : les administrations, les entreprises, les associations. « On estime qu'elles produisent plus de 30 % du tonnage des déchets ménagers et assimilés », indique Renaud Burnel. On soupçonne également certaines d'être à l'origine d'une partie des dépôts sauvages. Pour inciter ce tissu d'acteurs à mieux trier ou à moins jeter, un mécanisme financier est mis en place :

bientôt, les entreprises paieront une redevance spéciale en fonction du volume des déchets non valorisables collectés. Les collectes sélectives, en revanche, restent gratuites. 2022 sera une année « à blanc », à vocation purement pédagogique. Mais dès 2023, l'addition pourra grimper rapidement si l'entreprise ne réalise aucun effort.

Le deuxième axe d'action est plus répressif : il s'agit de multiplier la verbalisation des dépôts sauvages. Certaines communes la pratiquent déjà, comme Montreuil où l'on estime que le nombre de tas illégaux a diminué de plus de 50 %, mais l'idée serait de monter en puissance dans ce domaine.

Le troisième volet d'action est la sensibilisation. « Nous avons décidé de sensibiliser au moins trois fois au cours de leur cursus élémentaire les élèves des écoles du Territoire », explique Cécile Anton, directrice adjointe de la DPVD. La tâche est ambitieuse : cela suppose d'organiser chaque année environ 800 animations ! Les services d'Est Ensemble s'adjoindront l'aide de partenaires associatifs, pour expliquer aux élèves l'importance du tri, de la propreté de l'espace public, ou encore comment lutter contre le gaspillage alimentaire.

Une autre campagne va être lancée, dès le 2^e semestre 2022, avec les bailleurs, en direction du grand public. Un travail de longue haleine : le Territoire compte 431 000 habitants ! ●

Catherine Bernard

1 000 tonnes

de déchets alimentaires ont été collectés en 2021 sur le territoire, venant des marchés, de la restauration collective et des ménages

13,9%

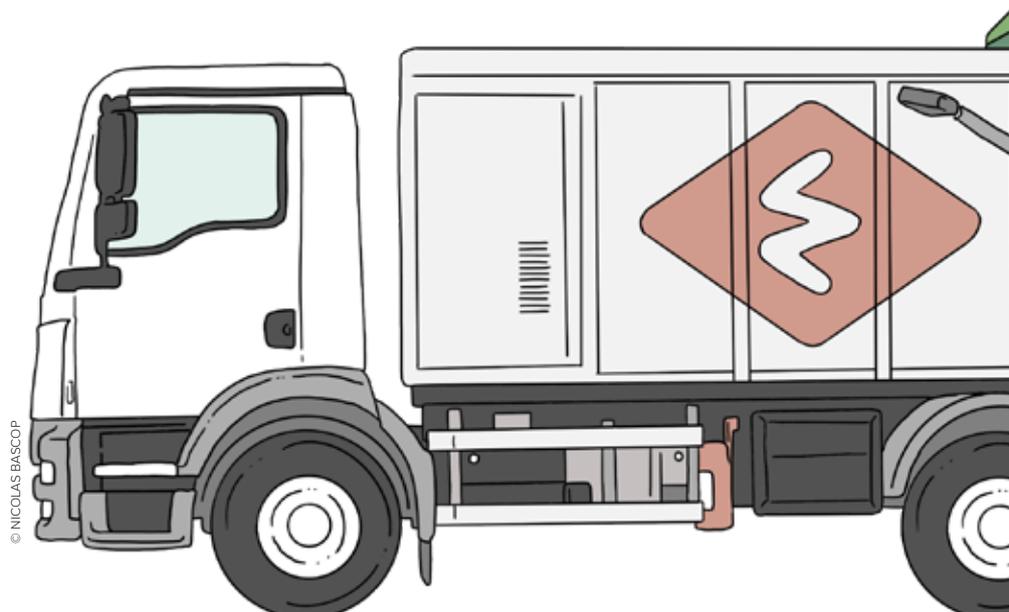
seulement des déchets ménagers et assimilés collectés en 2020 pouvaient faire l'objet d'une valorisation matière alors que l'objectif fixé par la loi est de 65 % à l'horizon 2025.

427,4 kg

par an et par habitant : tel est le volume des déchets ménagers et assimilés sur le territoire d'Est Ensemble (2020).

10329 tonnes

de dépôts sauvages ont été comptabilisées en 2020, soit 24,3 kilos par habitant.



Biodéchets : le défi de la collecte

— A partir du 1^{er} janvier 2024, le tri à la source des biodéchets sera obligatoire. Précurseur, le Territoire doit prochainement décider des leçons à tirer des actions déjà engagées.

Environ 80 kg par an et par habitant : tel est, approximativement, le volume des biodéchets produits sur le territoire d'Est Ensemble. Une petite partie provient des déchets verts, pour lesquels existe déjà une collecte séparative. Mais la majorité du tonnage provient de produits alimentaires : épiluchures, restes de repas, aliments périmés. En 2024, la collectivité devra pouvoir offrir une solution de valorisation à tous les ménages. Mais laquelle ? Depuis plusieurs années, plusieurs solutions sont testées. Dans le quartier Bas-Pays, à Romainville, où résident environ 6 000 habitants, une collecte séparée a été mise en place avec le Syctom, l'agence métropolitaine des déchets. Les habi-

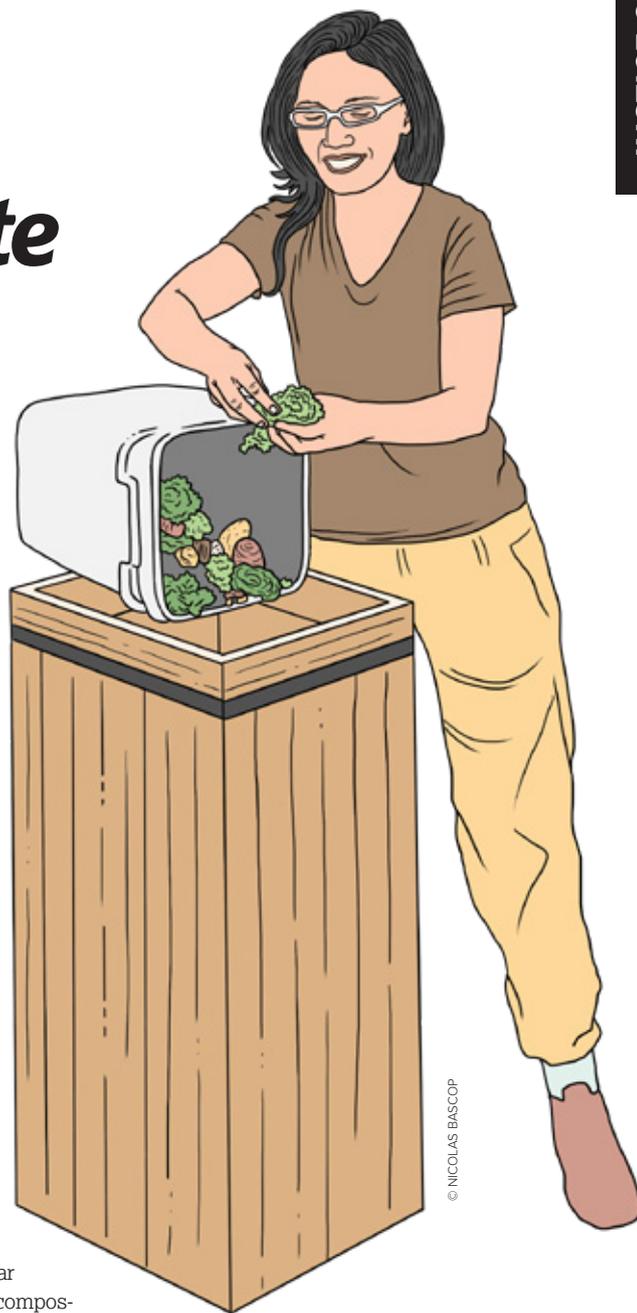
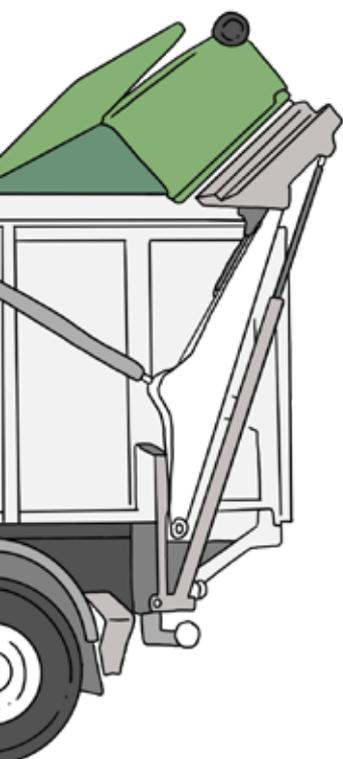
tants jettent leurs biodéchets dans des bacs dédiés, collectés en porte-à-porte. Les résultats ne sont cependant pas à la hauteur des attentes, reconnaît-on à la DPVD. « Nous collectons actuellement environ 39 tonnes par an, soit 6,5 kg par habitant. On récupère donc moins de 10% du gisement », constate Renaud Burnel. Il est envisagé d'étendre l'expérimentation de cette collecte en porte-à-porte à l'ensemble de Romainville – ce qui pourrait faciliter la communication à l'attention des ménages et permettre de tester de nouvelles approches –, la question se pose de l'intérêt de faire de même pour les autres villes du Territoire.

LE COMPOSTAGE COLLECTIF TRÈS POPULAIRE

Et ce, d'autant que ce dernier est, par ailleurs, précurseur en matière de compostage collectif. Outre des lombricomposteurs et des composteurs individuels, la collectivité propose en effet à ceux qui le souhaitent de mettre en place un compostage en pied d'immeuble ou à l'échelle d'un quartier. « Nous utilisons les services de trois maîtres composteurs, et avant toute mise en place d'un composteur collectif, nous formons au moins deux personnes à son utilisation pendant une journée », précise Cécile Anton. Environ 300 composteurs collectifs sont ainsi en service et « ils fonctionnent bien », assure la directrice adjointe de la DPVD. Vu le succès de certains sites, des pavillons de compostage de plus grande capacité ont été mis en place. Quant

au compost, il est toujours utilisé localement. Outre l'intérêt écologique de cette organisation, « elle crée du lien social et participe d'un vrai projet politique », conclut Renaud Burnel. Pour les producteurs de biodéchets plus importants, en revanche, tels que les écoles, les restaurants d'administration, les marchés alimentaires et les restaurants, la collecte séparative, en revanche, se justifie. « Nous collectons déjà les déchets de 200 établissements et notre objectif est de monter jusqu'à 1000 », indique la DPVD. ●

CB



© NICOLAS BASCOP



Pose de la dernière pierre de City Lights à Noisy-le-Sec - Novembre 2021 - @ Franck Badaire

C'est l'histoire de 4 passionnés de la construction en pierre de taille, qui en 1990, fondent une entreprise familiale alliant savoir-faire et artisanat français. Le groupe Verrecchia est un bâtisseur-promoteur indépendant et implanté en Île-de-France en Seine-Saint-Denis (93) avec deux agences dans le sud : Verrecchia Atlantique et Verrecchia Méditerranée.

Le fondateur, Marc Verrecchia, originaire de Rosny-sous-Bois, pérennise les connaissances héritées de son père. Novateur dans les modes constructifs alternatifs en pierre de taille massive, le groupe perpétue la tradition de ce matériau géo-sourcé résolument tourné vers l'avenir, en raison de ses vertus remarquables. Nous aspirons à donner à tout citoyen, quel que soit sa classe sociale ou son territoire d'origine, l'accès à un habitat désirable par une architecture innovante, une conception bas carbone et un service qualitatif.

*Nous voulons construire des logements durables,
pour des citoyens sereins, dans un cadre
qui favorise l'apaisement et le bien-être.*

Que ce soit avec les particuliers, les décideurs locaux, les bailleurs institutionnels ou les investisseurs, nous accompagnons tous nos clients avec proximité, écoute et flexibilité. Ainsi, au cœur de notre métier de bâtisseur-promoteur, le capital Humain reste notre priorité.

En pleine cohérence avec ses valeurs, le groupe Verrecchia est à l'origine d'un fonds de dotation éponyme. Il initie des actions locales, propices à l'épanouissement de la jeune génération sur son territoire afin de remettre en lumière les métiers de la pierre.

L'intelligence collective et la création partagée au service de la valorisation du territoire.

Première action réalisée par le pôle artistique et culturel du groupe Verrecchia avec le collectif OSARO, qui a peint une fresque sur les palissades du chantier de City Lights. Cette œuvre a été réalisée en collaboration avec la mairie de Noisy-le Sec, sur le thème de l'antiracisme.



Autre initiative du groupe dans la commune de Noisy-le-Sec, avec son soutien à la réalisation d'une œuvre d'art monumentale d'Ernest, à la mémoire des algériennes et algériens dans le cadre de la commémoration du 17 octobre 1961.

Partenaire de l'Été du Canal, le groupe Verrecchia soutient l'initiative de Seine-Saint-Denis Tourisme dans son travail de valorisation du territoire en proposant des événements culturels et récréatifs toujours plus enthousiasmants.

Nos engagements : Enrichir les villes d'une architecture harmonieuse et la prise en compte du bien être dans les lieux de vie.

Parmi les projets emblématiques à l'échelle de la plaine de l'Ourcq, territoire stratégique majeur du Grand Paris figurent deux résidences portées par le groupe Verrecchia : City Lights, à Noisy-le-Sec et Acquarello à Bondy. Ces deux résidences remarquables par leur architecture et leurs façades en pierre de taille massive participent à la métamorphose urbaine du territoire.



City Lights à Noisy-le-Sec - @ Amawa

CITY LIGHTS : Au cœur du nouveau quartier Engelhard à Noisy-le-Sec, l'emplacement de City Lights correspond parfaitement à la philosophie du groupe Verrecchia pour dessiner une ville durable et attractive. Tout est là pour séduire : nouveaux axes de circulation, bords du canal réaménagés, nouveaux espaces paysagers, espaces publics agréables, accès direct au centre-ville et au nouveau groupe scolaire Jean Renoir. La résidence comprend 136 logements et vient par ailleurs dynamiser l'offre de commerces et services de proximité pour assurer à ses futurs habitants un cadre de vie idéal dans cette zone d'aménagement concertée et développée par Séquano.



City Lights à Noisy-le-Sec - @ Franck Badaire



Acquarello à Bondy - @ Huni Architecte

ACQUARELLO : Sur la zone d'aménagement concertée des Rives de l'Ourcq à Bondy, Acquarello dont les travaux ont débuté en 2022 comprend 118 appartements du studio au 5 pièces duplex et 6 maisons de ville. Fidèles aux engagements du groupe, les logements ont été conçus avec des espaces extérieurs privatifs, de généreux volumes dans les pièces de vie, de belles expositions et un cadre végétalisé. Avec sa pierre de taille massive et porteuse, la résidence possède une faible empreinte carbone et répond aux enjeux de la ville de demain avec une accessibilité idéale, au pied de la véloroute des Pèlerins et à proximité du Pont de Bondy (T1, TZen3 et futur M15).



La transformation de la Porte de Bagnolet nourrit de nombreux espoirs

— Saturée, polluée, inhospitalière, la Porte de Bagnolet est par ailleurs un secteur dynamique et attractif. Si les objectifs en vue de sa pacification font consensus auprès des divers acteurs concernés par sa transformation, reste à trouver le meilleur scénario en mesure d'atteindre cette ambition.

Début décembre 2021, Est Ensemble a présenté au cours d'une réunion publique les axes du projet de transformation de la Porte de Bagnolet en vue d'en faire une « place du Grand Paris ». Atténuer les infrastructures, renaturer l'espace, recréer du lien... Si le « scénario d'ambition » qui a été dévoilé a encore du chemin à parcourir avant d'être validé par l'ensemble des parties prenantes, il présente l'avantage de poser les objectifs communs sur lesquels ces dernières se sont accordées.

Le projet est engagé depuis de longues années déjà tant la situation de ce secteur emblématique de l'est parisien interpelle. Cette Porte branche, par l'intermédiaire d'un énorme échangeur, l'autoroute A3 au périphérique, coupant dans le même temps Bagnolet en deux, et Paris et ses communes limitrophes (dont Bagnolet). Au centre, prend place le vaste complexe commercial Gallieni – Bel Est qui participe à son dynamisme économique assuré également par une concentration de bureaux et d'hôtels (1 900 chambres), tandis que le secteur est bien desservi par le métro. Mais il est confronté à d'importantes problématiques de cadre de vie « car le site n'a pas été pensé pour y habiter mais plutôt pour transiter », résume Sterenn Le Delliou, directrice de projet territoire Faubourg à Est Ensemble. « Les riverains de l'échangeur vivent dans des conditions très difficiles ».

FAIRE ÉVOLUER L'IMAGE DES QUARTIERS EN POLITIQUE DE VILLE

Tout l'enjeu consiste donc à pacifier le secteur par toute une série de mesures visant à réduire les pollutions à la fois visuelles, sonores et atmosphériques. Dans le cadre d'un partenariat entre Est Ensemble, Bagnolet et Paris qui a délégué la maîtrise d'ouvrage à l'EPT pour la partie parisienne, une étude sur un périmètre de 500 m autour de la Porte a été lancée en septembre 2020 dans l'objectif de réaliser un plan guide partenarial devant faire

consensus avec tous les acteurs concernés. Il s'agit en particulier de son cœur, le centre commercial, qui renferme des niveaux de parkings appartenant à Ile-de-France mobilités sous-utilisés, une gare routière internationale désaffectée. Il s'agit aussi de traiter l'infrastructure de l'échangeur... En 2021, une phase de diagnostic partagé avec les acteurs a permis de mettre plusieurs scénarios sur la table, toujours en phase d'élaboration. La question essentielle va consister à trancher entre l'enfouissement de l'échangeur ou la baisse de la vitesse et du trafic sur l'A3 et le périphérique de manière à réduire la pollution. L'enjeu dépasse la Porte de Bagnolet, car la transformation de ce secteur dynamique présentant un réel potentiel de développement, pourrait servir d'effet de levier pour faire évoluer l'image des Quartiers en politique de la ville (QPV) de Bagnolet et Paris. « Il faut faire en sorte que la redynamisation du secteur puisse bénéficier aux QPV périphériques en termes d'emploi et d'amélioration du cadre de vie », convient Sterenn Le Delliou. ●

Fabienne Proux

Pacifier la Porte de Bagnolet 5 objectifs du « scénario d'ambition »

Concevoir la « Porte » comme un point central du Grand Paris.

Apporter une réponse exemplaire à l'urgence sanitaire en s'appuyant sur un destin commun périphérique/A3.

Viser une renaturation forte en retrouvant le sens de la géographie.

Repenser un secteur à l'attractivité extraterritoriale à l'échelle du local de la proximité en considérant une aire de 20 mn à pied autour de la Porte.

Penser l'intégration des quartiers en QPV en proposant un territoire plus inclusif.





© NICOLAS BASCOP

Le Pont de Bondy se prépare à l'arrivée du Grand Paris express

— Le vaste et ambitieux projet urbain prévu sur le Pont de Bondy vise à apaiser ce secteur entaillé par de grandes coupures urbaines et pénalisé par de très importants trafics routiers. L'arrivée en 2030 de la gare du nouveau métro nécessite de penser le réaménagement de tout le secteur.

Centralité faisant partie du grand projet de la plaine de l'Ourcq à l'interface de trois villes, Bondy, Bobigny et Noisy-le-Sec et au cœur du croisement des autoroutes A3 et A86, le Pont de Bondy fait l'objet d'une attention particulière depuis le projet d'arrivée de la ligne 15 est du Grand Paris express (GPE) à horizon 2030. De plus, ce secteur va non seulement accueillir le prolongement du tramway T1 jusqu'à Val de Fontenay et l'installation d'un TZen 3 sur la RD 933 (2028), mais également d'ici à 2025 une navette fluviale, mise en œuvre par Ile-de-France mobilités, entre la station Stalingrad à Paris et le centre de Bondy avec un arrêt au niveau du Pont de Bondy. En effet, « l'aménagement du Pont de Bondy se fera aussi avec le fluvial du fait de sa proximité avec le canal de l'Ourcq », souligne Antoine Soulier-Thomazeau, directeur de projet de la Plaine de l'Ourcq à Est Ensemble.

Pour redonner de l'oxygène à ce secteur particulièrement pollué, mais aussi créer du lien entre les différents quartiers, notamment avec les NPNRU et les trois centres-villes, le projet urbain porté par le président Patrice Bessac en lien avec les élus locaux concernés a fixé plusieurs objectifs, à savoir : réduire la place de la voiture pour baisser la pollution à la source, favoriser les mobilités douces, créer des espaces publics confortables et renaturer le secteur notamment en créant un jardin-forêt le long de l'A3.

OCCUPATION TEMPORAIRE

Le scénario d'aménagement prévoit de décongestionner la place Saint-Just en pacifiant l'A3, notamment en intervenant sur ses ouvrages. Un véritable pôle multimodal doit être créé en fluidifiant les liens entre les différents transports en commun, y compris avec une nouvelle éco-station bus. L'amélioration du cadre de vie, tant pour les habitants que les usagers, passera également par la reconquête des espaces publics délaissés, notamment en sous-faces d'autoroutes, et le développement des équipements de proximité.

Si les bases de cet aménagement font consensus entre les collectivités concernées, reste à en finaliser leur mise en œuvre. Pour ce faire, une étude pré-opérationnelle lancée en mars 2022 va permettre de préfigurer une opération d'aménagement dont les travaux devront s'achever en 2030. Prévue sur un périmètre élargi (en lien également avec le réseau magistral), cette étude urbaine et de mobilité aura pour objectif de mettre à jour le plan guide, élaborer deux scénarios, prévoir le montage opérationnel et financier du scénario retenu en concertation avec les habitants. Ce dernier devrait être validé au premier semestre 2023 de manière à engager les travaux à partir de 2026. Entre temps, il est prévu une activation de sites en occupation temporaire, ainsi que des interventions artistiques sur les espaces publics. ●

Fabienne Proux

Pacification du périphérique Vigilance sur le report de trafic

Les pistes envisagées pour pacifier le boulevard périphérique afin de réduire les nuisances consisteraient à réduire la vitesse et avoir des voies dédiées à des usages spécifiques (réservées aux co-voiturages, taxis, véhicules propres). Mais à partir du moment où l'on touche au réseau magistral, Est Ensemble redoute des reports de trafic sur d'autres infrastructures qui sont des secteurs de projet pour l'EPT. Aussi, il faudrait que « la pacification du périphérique soit identique sur l'A3, l'A1 et l'A86 en zone urbaine dense », préconise Est Ensemble dans sa « contribution au Livre Blanc sur l'évolution du boulevard périphérique ».

Est Ensemble reprend en main la gestion de son eau potable

— *Naguère confiée au Syndicat des eaux d'Ile-de-France, la compétence eau potable relève désormais directement du Territoire. Objectif : protéger la ressource et assurer le meilleur prix aux usagers.*

Depuis l'entrée en vigueur de la loi NOTRe, promulguée le 7 août 2015, la gestion de l'eau potable relève des établissements publics territoriaux et non plus des communes. A ce titre, Est Ensemble a été amené à se prononcer, fin 2017, sur sa réadhésion au Sedif, le syndicat des eaux d'Ile-de-France, auquel appartenait auparavant toutes les communes de son territoire. Mais tout comme à Plaine Commune (Seine-Saint-Denis) et Grand-Orly Seine Bièvre (Val-de-Marne/ Essonne), Est Ensemble a souhaité étudier une possible sortie.

Jugeant nécessaire de se donner le temps de réfléchir aux conséquences d'une telle décision, le Territoire a négocié avec le Sedif une convention provisoire qui a pris fin au 31 décembre 2020 pour les communes de Bagnolet, Bondy, Le Pré Saint-Gervais, Les Lilas, Montreuil, Pantin et Romainville. « *Depuis, nous exerçons donc la compétence eau potable directement* », résume Pierre Junker, directeur adjoint de l'eau et de l'assainissement, directeur de projet en charge de la préfiguration de la régie eau potable. Grand-Orly Seine Bièvre (GOSB) a fait un choix similaire pour 9 des villes qui le composent, tandis que Plaine Commune, au contraire, a choisi de réadhérer au syndicat.

Concrètement le Territoire est désormais entité co-délégante de Vedif (Veolia Ile-de-France), en

charge de la production et de la distribution d'eau potable jusqu'à la fin du contrat de ce dernier, le 31 décembre 2023. Pour les usagers, rien n'a donc, pour l'instant, visiblement changé.

PROTÉGER LA RESSOURCE

A Est Ensemble revient également, dorénavant, le soin d'entretenir les ouvrages qui lui reviennent. Et, tout particulièrement, « *de renouveler le patrimoine de canalisations vétustes. C'est pourquoi nous visons un rattrapage de travaux représentant 4 millions d'euros d'investissements annuels pendant les premières années* », explique Pierre Junker.

Par ailleurs, le Territoire doit, d'ores et déjà, préparer « l'après -Vedif », autrement dit, sécuriser son approvisionnement en eau potable une fois la délégation de Vedif terminée. La mission n'a, en réalité, rien d'impossible : « *la population de Paris ayant plutôt tendance à décroître, Eau de Paris a des productions excédentaires* », explique Pierre Junker. En décembre 2021 a donc été signé un contrat de fourniture en eau potable. Dès 2024, environ 30 000 m³/jour pourraient être injectés sur le réseau d'eau d'Est Ensemble par le biais de l'interconnexion de secours entre Eau de Paris et le territoire qui se trouve à Bagnolet. Pour le reste, des travaux seront nécessaires, qui devraient être achevés à la fin de la décennie. « *Ce contrat nous fournira environ un tiers de nos*

besoins », précise le Territoire. Le reste devrait être fourni par le Sedif, avec lequel un accord de vente en gros d'une durée de 15 ans a abouti début février.

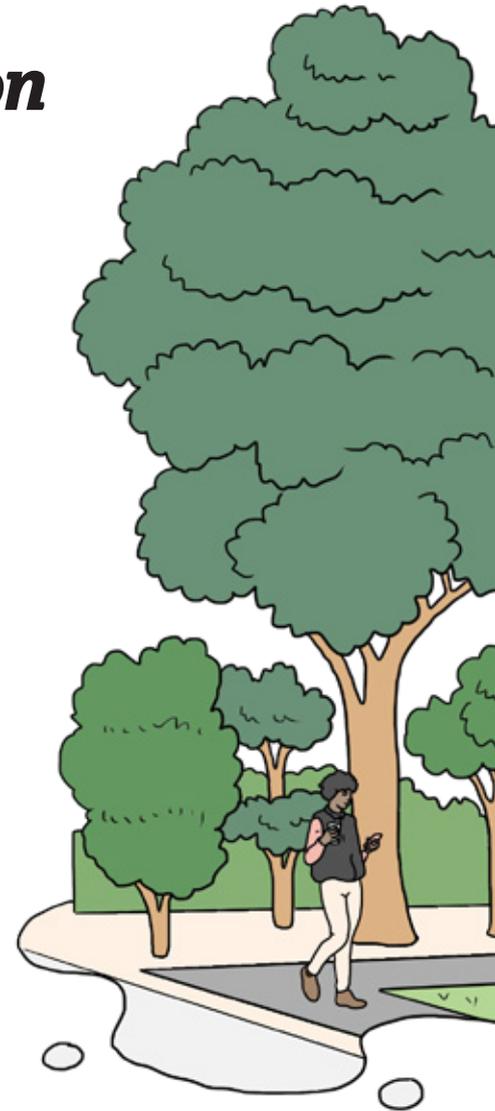
UN NOUVEAU PATRIMOINE POUR LE TERRITOIRE

Qui hérite de quoi ? Comme dans toute séparation, la non-réadhésion d'Est Ensemble au Sedif a posé la question du partage du patrimoine constitué au fil des bientôt 100 années d'existence du syndicat : canalisations, installations de pompage, usines de production, réservoirs de stockage, etc. Comment répartir ces actifs ? Si Est Ensemble représente entre 7 et 9 % de la population couverte par le Sedif, appliquer une simple règle de trois ne suffit pas : « *le patrimoine industriel est pensé à l'échelle régionale et non administrative* », relève Pierre Junker. Certaines infrastructures sont situées sur le Territoire mais servent également à d'autres

Séparation des réseaux

Une déconnexion virtuelle ou physique ?

La reprise en main du territoire sur la gestion de l'eau potable aura des conséquences concrètes : il faudra, d'une part, créer de nouvelles interfaces entre les canalisations d'Est Ensemble et celles d'Eau de Paris, pour pouvoir augmenter la part de cette dernière dans l'approvisionnement des habitants. Mais sera-t-il également nécessaire de déconnecter physiquement le réseau de celui du Sedif ? Le Sedif qui entend, à l'horizon 2030, produire une eau encore plus pure grâce à la technologie de l'osmose inverse basse pression, le souhaite pour ne pas « mélanger » son eau à celle d'eau de Paris. Un programme de déconnexion pluriannuel cofinancé à 50 % par chaque partie, sera établi conjointement entre le Sedif et Est Ensemble.





Adhésion au Sedif

Le sort de Bobigny et de Noisy-le-Sec ayant souhaité, en 2017, rester au Sedif, Est Ensemble a donc adhéré au syndicat en 2019 pour la gestion de l'eau sur leur territoire. En décembre 2021, elles ont cependant toutes deux émis le souhait, en conseil municipal, de quitter cette structure et de rejoindre la régie publique territoriale en cours de constitution. Le conseil de territoire d'Est Ensemble a, par conséquent, voté en décembre 2021 une délibération pour demander son propre retrait du syndicat. La procédure sera, cependant, longue : elle exige une délibération favorable du comité syndical du Sedif, puis le vote de l'ensemble des adhérents dans un délai de trois mois. La décision se fait à la majorité qualifiée : le « oui » doit emporter le suffrage des 2/3 des adhérents représentant au moins 50 % de la population, ou 50 % des adhérents comptant pour 2/3 de la population. La procédure sera close par un arrêté inter préfectoral de retrait.

Les villes de Bobigny et de Noisy-le-Sec ayant souhaité, en 2017, rester au Sedif, Est Ensemble a donc adhéré au syndicat en 2019 pour la gestion de l'eau sur leur territoire. En décembre 2021, elles ont cependant toutes deux émis le souhait, en conseil municipal, de quitter cette structure et de rejoindre la régie publique territoriale en cours de constitution. Le conseil de territoire d'Est Ensemble a, par conséquent, voté en décembre 2021 une délibération pour demander son propre retrait du syndicat. La procédure sera, cependant, longue : elle exige une délibération favorable du comité syndical du Sedif, puis le vote de l'ensemble des adhérents dans un délai de trois mois. La décision se fait à la majorité qualifiée : le « oui » doit emporter le suffrage des 2/3 des adhérents représentant au moins 50 % de la population, ou 50 % des adhérents comptant pour 2/3 de la population. La procédure sera close par un arrêté inter préfectoral de retrait.

villes desservies par le Sedif. Dans certains cas, même, elles peuvent être mobilisées en secours entre opérateurs d'eau franciliens.

Ainsi, Est Ensemble reprend possession d'environ 420 km de canalisations, mais aussi de l'usine de production d'eau de Pantin. Celle-ci puise son eau dans la nappe phréatique profonde, et sa production est actuellement destinée à des besoins de secours. Rénovée en 2017, elle peut produire 1,5 million de m³ d'eau par an. Soit environ 7,5 % des besoins en eau des 7 communes du territoire pour lesquelles Est Ensemble exerce la compétence eau potable à ce jour.

Plus difficiles ont été les discussions concernant les réservoirs de Montreuil. « Notre production d'eau étant limitée, nous avons besoin d'un stockage représentant 24 heures d'approvisionnement en eau potable. Cela représenterait 65 000 m³ », explique Pierre Junker. Sur le Territoire se trouvent, justement, trois réservoirs du Sedif, deux ayant une capacité d'environ 47 000 m³ et le troisième contenant 92 000 m³ pour un total de 186 000 m³. Problème : ces réservoirs jouent un rôle stratégique dans la sécurisation de l'approvisionnement en eau de la zone dense, explique le Sedif. Est-il possible de réserver une capacité de stockage à Est

Ensemble, faut-il construire un nouvel ouvrage ? La question a fait l'objet d'une répartition équilibrée entre le Sedif qui conserve deux réservoirs, soit 139 000 m³ et Est Ensemble qui bénéficie d'un réservoir de 47 000 m³.

A partir de 2024, la régie d'eau d'Est ensemble – dont la création a été actée par le conseil territorial du 8 février 2022 – ne sera plus liée à Vedif. Elle pourra donc exercer, seule, les tâches d'approvisionnement, de production, de stockage et de distribution d'eau potable sur le Territoire. ●

Catherine Bernard



© NICOLAS BASCOP

Urbanisme transitoire Une formule gagnant/gagnant

— Plus de 25 opérations d'occupations temporaires sont en cours sur le territoire d'Est Ensemble, véritable précurseur dans ce domaine.

Si l'**urbanisme transitoire** est désormais une démarche courante, il était assez peu répandu en 2015 quand Est Ensemble s'est saisi de cette opportunité pour éviter de laisser en suspens des sites le temps que des projets d'aménagement ou de transformation y démarrent. Alors que beaucoup de secteurs se trouvent en mutation urbaine du fait des aménagements de transport (arrivée du T1, du métro 11, du TZEN3 et de la ligne 15) ou des opérations de renouvellement urbain, Est Ensemble, véritable pionnier en la matière, a créé la politique « TempO » de soutien à l'urbanisme transitoire. « L'idée de base était d'accompagner la transformation urbaine du territoire pour que les habitants n'aient pas l'impression de vivre dans un chantier permanent », explique Véronique Ragusa-Bartolone, directrice de l'Environnement et l'Ecologie urbaine à Est Ensemble. Parallèlement, les occupations temporaires constituent des terrains d'expérimentation pour mettre en œuvre les objectifs stratégiques de l'Etablissement dans les domaines de la justice sociale et de la transition écologique tout en favorisant la création d'emplois au plus près des habitants du territoire. Grâce à la mise à disposition d'acteurs locaux de fonciers et biens immobiliers à des coûts abordables, elles permettent le développement d'innovations dans les domaines de

l'économie circulaire, de l'agriculture urbaine, du sport, de la culture ...

Pour preuve du caractère innovant des occupations temporaires développées dans le territoire, l'installation des Alchimistes sur une friche appartenant à l'Etablissement Public Foncier d'Île-de-France, a permis de développer le Couches fertiles lab, qui constitue un projet de recyclage des couches culottes collectées auprès des crèches du territoire, pour la fabrication de compost utilisé notamment dans une pépinière de jeunes plants portée par l'association Pépins production à Pantin.

COWORKING SOLIDAIRE À BONDY

Actuellement, plus de 25 opérations d'occupations temporaires sont en cours sur le territoire auxquelles l'EPT contribue activement en favorisant la mise en relation entre les propriétaires et les futurs occupants, et en appuyant les différents projets financièrement dans certains cas, au travers de son Appel à Manifestation d'Intérêt TempO', lancé pour 3 ans avec un budget global de 300 000 euros.

Au départ, TempO a démarré sur des terrains nus avec des activités très différentes : le réemploi de matériaux avec le MobilLab à Bobigny, la Prairie du Canal pour des activités d'agriculture urbaine

dans la Plaine de l'Ourcq ou encore le Fait tout à Montreuil qui développe des activités culturelles et autour de l'alimentation. Désormais, l'EPT soutient également des opérations dans des sites bâtis en attente de travaux ou de démolition, dans l'espace public ou dans des lieux ayant été repérés par les porteurs de projets qui négocient eux-mêmes avec les propriétaires. A Bondy par exemple, une occupation temporaire de coworking solidaire a pris place dans un immeuble en attente de déconstruction. L'opération consiste dès lors à proposer des bureaux à bas prix (1 euro/jour), dans des logements transformés, à des jeunes qui lancent leur activité. Ainsi, la formule présente de nombreux avantages : éviter les occupations illégales, soutenir les créateurs d'entreprises et redynamiser le territoire. ●

Fabienne Proux

Renouvellement urbain « Donner à voir » aux habitants

Face au temps long de l'aménagement, ces occupations temporaires permettent également de donner à voir les usages qui pourraient se développer dans les futurs projets de renouvellement urbain du territoire, dans une logique de préfiguration, afin de recueillir l'avis des habitants, et de mieux les associer à la construction de la ville de demain. C'est le sens notamment d'occupations temporaires en cours au sein du Projet de Renouvellement Urbain La Noue-Malassis à Montreuil, qui concernent une ferme urbaine portée par l'association « On sème tous » et un projet autour du recyclage et de la sensibilisation des jeunes publics à la transition écologique développé par Terravox.

25 opérations
d'occupations temporaires
sont en cours sur le territoire
d'Est Ensemble

Rénovation énergétique

Le territoire agit sur tous les fronts

— Logement social, parc privé, entreprises, prévention, éducation... la mobilisation d'Est Ensemble est totale pour réduire la facture énergétique des habitants.

En matière de rénovation énergétique, l'action d'Est Ensemble porte essentiellement sur le parc privé dans l'objectif de résorber les passoires thermiques.

Pour le parc locatif social, le territoire joue un rôle de coordonnateur et de soutien auprès des organismes HLM, notamment des offices publics de l'habitat, pour leur faciliter l'accès aux divers financements. Ainsi, chaque année, afin de bénéficier de subventions, des dossiers sont déposés auprès de la métropole du Grand Paris, du Feder, ou encore de l'Etat dans le cadre du plan de relance. La situation du parc privé est beaucoup plus complexe du fait de la multitude de petits propriétaires réunis dans de grandes copropriétés. « Un important travail de pédagogie est nécessaire pour inciter les propriétaires bailleurs à engager des travaux de rénovation thermique », souligne Michèle Esposito, directrice Habitat et Renouvellement Urbain à Est Ensemble. « Tout le défi est de capter le maximum de financements pour arriver à un reste à charge le plus faible possible ». Idem en ce qui concerne les TPE-PME pour lesquelles un projet d'accompagnement doit être lancé en 2022 pour les aider à accéder aux aides financières qui vont leur permettre soit de réduire leur consommation d'énergie, soit de rénover leur patrimoine immobilier.

Pour ce faire, Est Ensemble a renouvelé en novembre 2021 et pour trois ans une convention de partenariat avec l'Alec-MVE (Agence locale de l'énergie et du climat - Maîtriser votre énergie) qui porte sur plusieurs actions : sensibiliser les habitants, accueillir des particuliers à l'espace conseil « Faire » pour les orienter, instruire des dossiers de demande d'aide potentielle, lutter contre la précarité énergétique (lire ci-contre)... « L'Alec-MVE constitue un guichet unique pour soutenir les ménages dans leur recherche de financements », précise Michèle Esposito. L'Alec anime également la plateforme « Coachcopro » destinée aux copropriétés souhaitant se lancer dans des opérations de rénovation énergétique. ●

Fabienne Proux

Précarité énergétique

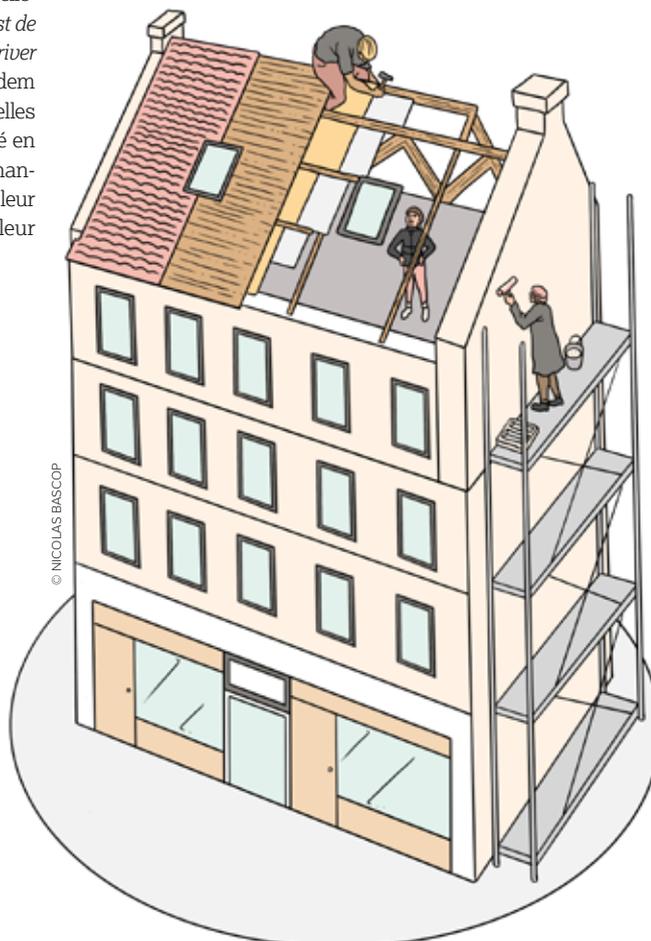
Des actions de prévention pour éviter les coupures

Alors que 32 % des foyers sur le territoire sont en situation de précarité énergétique, Est Ensemble a développé avec l'Alec-MVE (Agence locale de l'énergie et du climat - Maîtriser votre énergie) le dispositif « Ensemble pour l'énergie ». Concrètement, l'Alec-MVE centralise les signalements de foyers en difficulté, qui proviennent principalement des acteurs sociaux ou des fournisseurs d'énergie, et propose un accompagnement personnalisé (analyse des factures d'énergie et d'eau, aides mobilisables en cas d'impayés...). Les foyers les plus modestes bénéficient d'une visite à domicile réalisée par une structure partenaire, Croix Rouge Insertion - Logiscité, qui établit un diagnostic social et technique du logement, installe des petits équipements économes, et fait des préconisations pour diminuer les consommations, les factures et, le cas échéant, pour réaliser des travaux de rénovation énergétique. Ce dispositif préventif vise à éviter les coupures d'énergie et a permis depuis son lancement en 2018 d'accompagner plus de 300 ménages en précarité énergétique, dont 225 visites à domicile.

Transition énergétique

Sensibiliser aussi les enfants

Développé en partenariat avec l'Alec-MVE, le Défi des Eco-mômes vise à former les animateurs des centres de loisirs aux enjeux de la transition écologique (eau, déchets, énergie...). Chaque année, Est Ensemble lance un appel à manifestation d'intérêt auprès des centres du territoire, puis en accompagne une vingtaine. Une fois formés, les animateurs développent des activités ludiques pour sensibiliser à leur tour les enfants. A la fin de l'année, un concours récompense les meilleures actions. Depuis 2016 : 72 centres de loisirs accompagnés, 135 animateurs formés et 3250 enfants sensibilisés.



© NICOLAS BASCOP

Le nouveau métro, nouvel atout pour Est Ensemble

Offrir de nouvelles solutions de mobilité, améliorer le cadre de vie, corriger les inégalités territoriales, construire des espaces durables, développer le tissu économique sont les enjeux de la ville de demain. Au service des Franciliennes et Franciliens et avec les territoires, le nouveau métro va accélérer la dynamique collective de mutation urbaine et contribuer ainsi à répondre aux défis climatiques et sociaux de notre époque.

Drancy-Bobigny, Bobigny Pablo-Picasso, Pont de Bondy et Bondy : avec les quatre gares du Grand Paris Express implantées sur leur territoire et avec l'intégralité du réseau et de ses connexions, les habitantes et les habitants d'Est Ensemble vont ainsi bénéficier de gains de temps majeurs dans leurs déplacements quotidiens. De quoi décupler les opportunités pour accéder à l'emploi, à la formation, à l'offre de soins, aux espaces de loisirs et aux grands équipements de la région.

DRANCY-BOBIGNY →
LA DÉFENSE
en 25 minutes
contre 45 minutes aujourd'hui



PONT DE BONDY →
PONT DE SÈVRES
en 36 minutes
contre 1h 05 aujourd'hui



BOBIGNY PABLO-PICASSO
→ CHAMPIGNY CENTRE
en 14 minutes
contre 56 minutes aujourd'hui

Retrouvez l'avancée du projet et l'actualité
des chantiers sur societedugrandparis.fr
et sur les réseaux sociaux.





***Garantir la qualité de vie
et assurer la justice sociale***



— Particulièrement attractif, Est Ensemble doit relever de nombreux défis pour tout à la fois résoudre les problèmes de mal logement et contenir l'inexorable hausse des loyers, permettre aux habitants de bénéficier du dynamisme économique du territoire et assurer leur qualité de vie par une politique éducative, culturelle et sportive accessible à tous.

Habiter et vivre Agir sur tous les leviers pour renforcer les dynamiques territoriales

— Est Ensemble fait de l'accès à un logement digne l'un des axes majeurs de ses politiques de l'habitat afin de mieux répondre aux attentes très fortes des populations du territoire, particulièrement frappées par le mal-logement et l'augmentation continue du prix des loyers dans le parc privé.

Territoire urbain dense, Est Ensemble est très dynamique en matière de construction de logements. Entre 2016 et 2021, les objectifs du programme de l'habitat qui tablaient sur 2 800 nouveaux logements par an ont même été dépassés puisque plus de 3 000 logements ont été construits par an. Pour autant, le marché de l'immobilier reste tendu notamment parce que les prix sont inférieurs à ceux de la capitale, ce qui renforce l'attractivité du territoire. Conséquence : le tiers des nouveaux habitants viennent de Paris et une partie des habitants d'Est Ensemble sont contraints de s'installer plus loin, pour acquérir un logement plus grand par exemple. Face à l'envolée des prix des loyers, le territoire expérimente depuis décembre 2021 l'encadrement des loyers (lire par ailleurs).

Mais ce phénomène de gentrification concerne essentiellement quelques secteurs d'Est Ensemble, soit certains quartiers de villes qui sont les plus proches de Paris : Pantin, le Pré Saint-Gervais, Bagnolet, les Lilas et Montreuil. Dès lors, le territoire est très contrasté avec d'un côté des quartiers

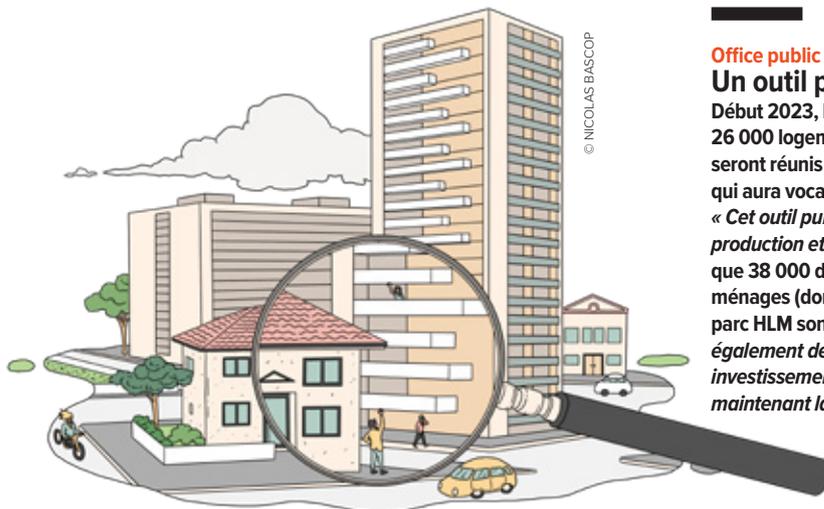
engagés dans un processus de gentrification, mais qui concentrent aussi des poches d'habitat dégradé, et de l'autre, des quartiers populaires, voire très pauvres, où 40 % de la population vivent en QPV (Quartier politique de la ville).

2 600 LOGEMENTS DÉTRUITS ET RECONSTRUITS

Alors que le taux de logement social atteint les 40 %, soit largement au-dessus du seuil fixé par la loi SRU (25 %), l'enjeu pour Est Ensemble consiste tout autant à améliorer l'existant qu'à étoffer l'offre. D'autant plus que construire davantage de logement social s'avère particulièrement difficile sur ce territoire dense et contraint, parsemé de grosses emprises (voies ferrées, cimetières, autoroutes...) et un foncier dont le coût de dépollution est souvent élevé en raison de la présence d'anciennes usines. Aussi, Est Ensemble fait du renouvellement urbain, qui concerne tant l'habitat social que le logement privé, « une politique consubstantielle du territoire assortie de très fortes ambitions », résume Michèle Esposto, directrice Habitat et

Renouvellement Urbain à Est Ensemble. La stratégie consiste à améliorer les conditions d'habitat dans les 19 QPV du territoire dont une majorité (12) bénéficient d'une opération de renouvellement urbain dans le cadre du NPURU (Nouveau programme national de renouvellement urbain). Lors des précédents PRU, 2 000 logements avaient été détruits et reconstruits. Au cours des cinq prochaines années, 2 600 logements doivent l'être également dont 2 500 sociaux. Parallèlement, plus de 6 000 logements seront réhabilités par les organismes HLM. Le renouvellement urbain couvre un spectre très large qui va jusqu'au développement des services publics. Ainsi, le programme piloté et mis en œuvre par Est Ensemble, avec les maires, comprend également la rénovation d'une quinzaine d'équipements territoriaux et municipaux à l'instar de la démolition/reconstruction de la piscine et du conservatoire sur le PRU des Malassis à Bagnolet. Le coût total des 12 PRU d'Est Ensemble s'élève à 1,3 milliard d'euros – toutes dépenses confondues – dont près du tiers doit être financé par l'EPT.

Suite page 40 >>>

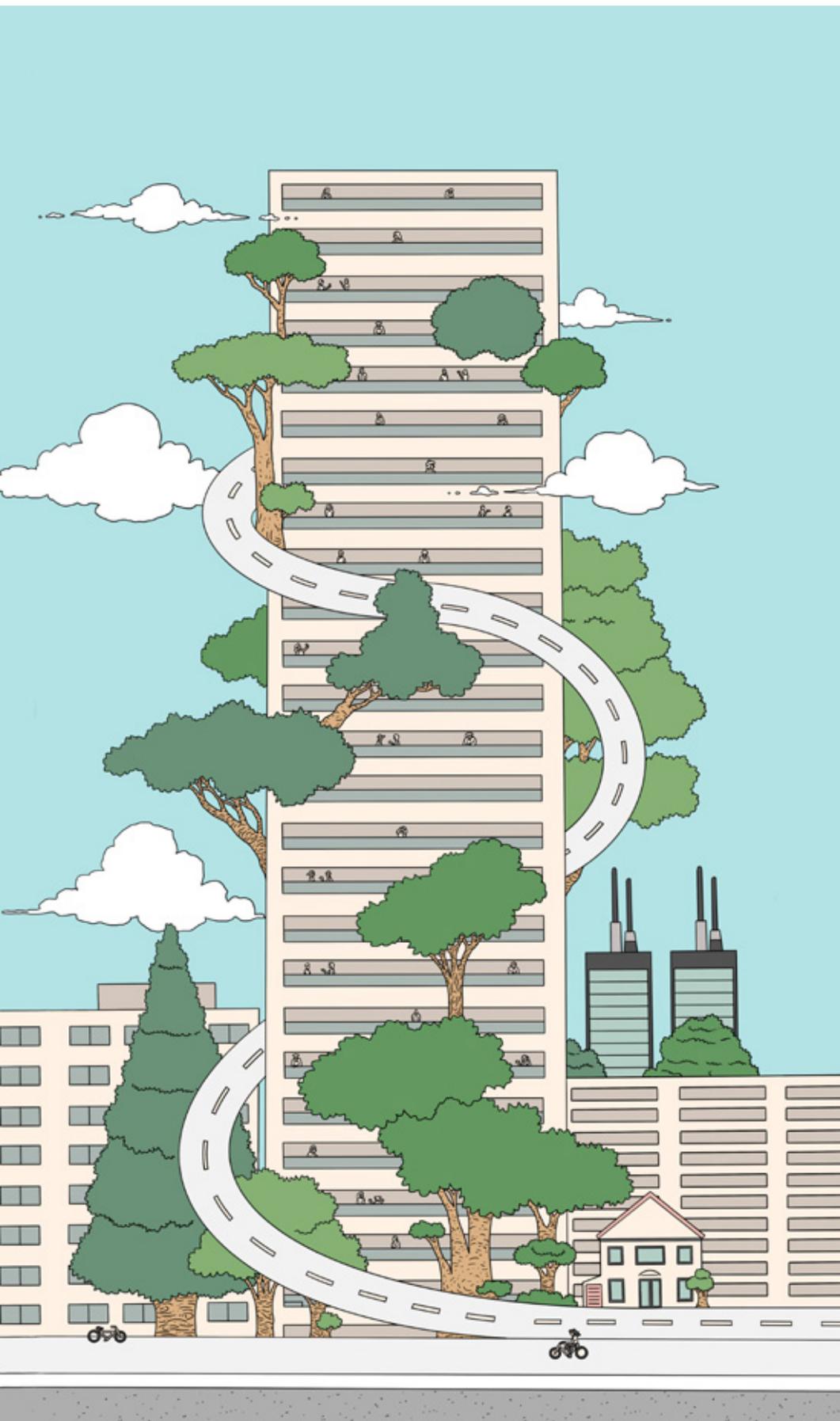


© NICOLAS BASCOP

Office public territorial de l'habitat

Un outil puissant au service de l'habitat social

Début 2023, les OPH de Montreuil, Bagnolet, Bobigny et Bondy, totalisant quelque 26 000 logements (soit près du tiers des 75 000 logements sociaux du territoire), seront réunis au sein de l'Office public territorial de l'habitat, Habiter Est Ensemble, qui aura vocation à intervenir sur l'ensemble du périmètre couvert par Est Ensemble. « Cet outil puissant permettra à l'EPT d'avoir une politique volontaire en matière de production et réhabilitation du logement social », souligne Michèle Esposto. Alors que 38 000 demandes en logement social sont formulées chaque année par les ménages (dont un tiers seulement de mutations), seules 3 800 attributions dans le parc HLM sont accordées. « A terme, l'office public territorial de l'habitat permettra également de disposer de capacités financières plus importantes pour porter les investissements », fait valoir la directrice Habitat et Renouvellement Urbain, « tout en maintenant la qualité de service et le lien de proximité avec les locataires ».



© NICOLAS BASCOP

Accession sociale à la propriété

Un Office foncier solidaire pour compléter les dispositifs

Parmi la palette d'outils pour diversifier l'offre d'habitat sur son territoire, Est Ensemble soutient la création d'un office foncier solidaire (OFS) qui complètera les dispositifs en faveur de l'accession sociale à la propriété : l'accession sociale à taux réduit et le prêt social location-accession (Psla). « Selon l'endroit où l'opération a lieu, le montage financier pour les acquéreurs peut s'avérer plus intéressant sur un produit que sur l'autre », explique Michèle Esposto, directrice Habitat et Renouvellement Urbain à Est Ensemble. L'office public de l'habitat de Montreuil a demandé un agrément pour créer cet OFS afin de pouvoir produire des logements cédés dans le cadre d'un bail réel solidaire (BRS) dont la particularité est de différencier la propriété du foncier de celle du bâti, le premier étant acheté par l'OFS. La formule qui monte progressivement en puissance en Ile-de-France présente l'avantage de réduire le coût d'acquisition d'un logement, de 20 % à 30 % par rapport aux prix du marché, l'acquéreur n'achetant que les murs de son appartement et s'acquittant d'un loyer pour l'usage du sol. L'objectif du futur OFS est de produire entre 120 et 150 logements BRS par an. « Le principal objectif du dispositif qui se présente comme un projet phare du mandat, est de favoriser l'accession sociale à la propriété », souligne Michèle Esposto.

26 000

c'est le nombre de logements qui seront réunis au sein du futur OPH territorial

>>> Suite de la page 38

SOUTIEN AUX COPROPRIÉTAIRES MODESTES

Pour optimiser l'offre en logement social du territoire, Est Ensemble prépare la création d'un Office public territorial de l'habitat qui se concrétisera début 2023. Ce projet phare du mandat sera issu de la fusion de quatre offices publics de l'habitat (OPH), engagée dans le cadre de la loi Elan qui oblige les organismes de moins de 12 000 logements à se regrouper. « On crée un office de 26 000 logements sociaux qui va permettre d'avoir un centre de commandement politique beaucoup plus fort et structuré pour améliorer la qualité des conditions de logements

pour les locataires », détaille Michèle Esposto (lire également p.36).

Quant à l'habitat privé dont 11 % du parc sont potentiellement indignes, Est Ensemble manifeste une réelle volonté d'agir en faveur de sa rénovation en agissant à différents niveaux. Une dizaine d'agents au sein de la direction Habitat et Renouvellement Urbain sont dédiés à l'accompagnement des copropriétaires aux revenus souvent modestes pour les aider à gérer les travaux et mobiliser la palette d'outils financés par l'Anah (agence nationale de l'habitat).

Outre la création d'un fonds d'aide à l'amélioration de l'habitat privé doté de 5 à 6 millions d'euros par

Est Ensemble pour compléter les subventions accordées aux propriétaires, le territoire a engagé cinq traités de concession avec la Soreqa, une société publique d'aménagement spécialisée dans le traitement de l'habitat indigne pour le compte des collectivités locales. Ces traités prévoient environ 5 millions d'euros d'investissement par an, sur plusieurs années. En agissant sur tous les leviers simultanément, Est Ensemble engage par sa démarche globale une réelle offensive pour améliorer tant l'habitat que le cadre de vie de ses habitants. ●

Fabienne Proux



Encadrement des loyers du parc privé Se prémunir des hausses abusives

— Suite à l'arrêté du 3 novembre 2021 signé par le préfet de Région, Est Ensemble est le second territoire de Seine-Saint-Denis à bénéficier de la possibilité d'encadrer les loyers.

« Issu de la loi Élan de 2018, ce dispositif permet à Est Ensemble, qui en a fait la demande, d'expérimenter, à compter du 1^{er} décembre 2021 et pour une durée de cinq ans, l'encadrement des loyers sur son territoire », rappelle la préfecture d'Ile-de-France. L'objectif est de « contenir les hausses de loyers abusives dans les territoires les plus tendus, pour préserver le pouvoir d'achat des Français et faciliter l'accès au logement ».

Ainsi, sur le territoire d'Est Ensemble, « le marché locatif est particulièrement tendu avec une augmentation constante des loyers », poursuit la préfecture, indiquant que le loyer moyen sur le marché libre atteint 16,5 euros/m² hors charges (source : Olap 2018), soit un niveau « largement

supérieur » à celui d'autres grandes métropoles telles Nice (13 euros/m²), Rennes (10 à 11 euros/m²) et même Toulouse, Lyon ou Lille.

L'arrêté préfectoral prévoit trois loyers de référence, fixés par catégorie de logement (maison ou appartement, location meublée ou non, nombre de pièces, époque de construction) et secteur géographique, en fonction de la structuration du marché locatif et à partir des niveaux de loyers constatés par l'observatoire des loyers de l'agglomération parisienne (Olap). L'intérêt de l'encadrement des loyers est de prémunir les locataires du parc privé des hausses abusives : la régulation permet ainsi d'éviter les excès. ●

Renouvellement urbain Une démarche à multiples facettes

Après la validation des 12 projets de renouvellement urbain par les comités d'engagement de l'ANRU entre 2019 et 2021, 2022 sera l'année de mise en œuvre opérationnelle des projets, avec également le lancement d'une démarche d'économie circulaire et de réemploi des matériaux dans deux sites-tests, ainsi que le déploiement de projets d'agriculture urbaine et d'urbanisme transitoire. Alors que quelque 3 000 ménages vont être relogés en raison des démolitions, une charte territoriale de relogement a été adoptée en 2017 afin de leur garantir une équité de traitement, quel que soit le bailleur, faciliter leur mobilité intercommunale, dans le respect de leurs souhaits résidentiels, autant que faire se peut. Enfin, les quartiers en renouvellement urbain bénéficient également d'actions spécifiques de soutien au développement économique tels que le maintien d'activités en rez-de-chaussée des résidences, le soutien financier d'implantation des projets ou encore le développement de l'immobilier économique.

F.P.

Travailler Mobilisation générale en faveur de l'emploi

— *Le territoire est très dynamique économiquement, mais ce dynamisme ne bénéficie qu'à la marge aux habitants, d'où un taux de chômage élevé et des habitants qui doivent travailler à l'extérieur. Aussi, Est Ensemble agit sur tous les leviers pour faire bénéficier les populations locales de l'attractivité retrouvée.*

« **La première source d'inégalités** sur le territoire d'Est Ensemble concerne l'emploi », constate l'Établissement public territorial (EPT). Bien que la majorité des neuf villes qui le composent bénéficient d'un dynamisme économique, avec une forte création de TPE-PME, mais aussi l'installation de grands comptes, ces atouts ne profitent pas suffisamment aux habitants, particulièrement aux jeunes de moins de 25 ans, qui constituent 40 % de la population. En réponse, Est Ensemble déploie une palette de mesures et diverses actions afin d'agir sur tous les leviers simultanément. L'un des leitmotivs de l'exécutif est de soutenir le développement des entreprises, de manière à soutenir également la création d'emplois. Alors que la crise sanitaire a mobilisé l'attention depuis deux ans, le territoire a tout à la fois fait monter en puissance certains dispositifs existants et mis en œuvre de nouveaux afin d'aider les entreprises en particulier les plus petites d'entre

elles à surmonter les difficultés liées au covid. Ainsi, un plan de soutien de 2.2 M€ a été voté dès le 1^{er} conseil de territoire, le 16 juillet 2020, après l'installation du nouvel exécutif issu des élections municipales du printemps 2020. L'action principale a consisté à mettre en œuvre dès le 1^{er} confinement un guichet unique avec un numéro d'appel et un mail dédiés, et monter en interne une équipe mobilisée pour répondre aux interrogations des entrepreneurs et leur indiquer les dispositifs dont elles peuvent bénéficier. « *Au moins 500 entreprises ont utilisé ce guichet unique* », indique Maël Gendron. Le responsable du pôle territoires et entreprises d'Est Ensemble met en avant les synergies avec l'État, la Région et l'ensemble des partenaires compétents en matière d'accompagnement des entreprises (CCI Paris Ile-de-France, CMA, Banque de France...). Une rencontre en visio a par exemple été organisée en présence du préfet de Seine-Saint-Denis, Georges-

François Leclerc, et du président d'Est Ensemble Patrice Bessac ainsi que de la 1^{ère} vice-présidente à l'économie et l'emploi Julie Lefebvre, pour que chacun présente les dispositifs des plans de relance national et territorial. Près de 150 entreprises ont pu être informées et renseignées.

REBONDIR GRÂCE À LA COMMANDE PUBLIQUE

Outre un volet financier fourni (lire p.43), le plan d'Est Ensemble comprenait un accompagnement à la relance au travers de conseils d'experts pris en charge par le territoire sur les thématiques du numérique, de la communication, de la comptabilité, de la transition numérique et écologique, ainsi que des formations notamment à la commande publique.

Suite page 42 >>>



>>> Suite de la page 41

Par ailleurs, depuis quatre ans, Est Ensemble déploie le programme « Ellipse » pour aider les entreprises, notamment les TPE-PME (la quasi-totalité des 12 000 entreprises employeuses du territoire compte moins de 50 salariés), à tirer profit de la commande publique. « *Nous leur facilitons l'accès aux marchés d'Est Ensemble, des neuf villes de l'EPT, mais aussi des partenaires tels que la Solideo, le Département, les universités* », indique Maël Gendron. Ellipse revêt plusieurs formes à commencer par un événement annuel, « Les portes ouvertes de la commande publique », dont la 4^e édition s'est tenue le 7 octobre 2021 lors de l'événement « 72 heures pour agir Ensemble » (lire par ailleurs). La manifestation a également proposé des ateliers et/ou des rencontres avec des donneurs d'ordre. L'an dernier par exemple, la Solideo a présenté les marchés qu'elle allait lancer. Enfin, le « salon inversé » permet à un service de l'EPT devant renouveler un marché,

de recevoir quelques entreprises concernées de manière à bien sourcer l'offre, ce qui présente aussi comme avantage pour l'entreprise de préparer sa réponse au marché public (tout en respectant les règles de la commande publique). En cours d'année, Est Ensemble organise également une dizaine de sessions de formation pour que les entreprises puissent « comprendre ce qu'est un marché public, savoir comment y répondre et satisfaire aux clauses environnementales et sociales », poursuit Maël Gendron, « *pour qui l'accès des entreprises notamment de l'économie sociale et solidaire (ESS) à la commande publique est un axe fort du plan d'action de l'EPT* ».

ASSUMER UNE POSITION DE LEADERSHIP TERRITORIAL

C'est dans ce sens aussi que la journée du 8 octobre 2021 a été consacrée aux rencontres de l'économie et de l'aménagement. Il s'agissait

lors de la matinée de présenter aux entreprises la vision politique du développement économique, et d'exposer l'après-midi aux aménageurs et architectes celle de l'aménagement urbain avec un 1^{er} forum des projets urbains du territoire. Une trentaine de partenaires de l'EPT avait été mobilisée pour permettre aux entreprises d'avoir accès à l'ensemble des experts pouvant les aider dans leur développement qu'il s'agisse de trouver des financements, un local, des ressources humaines, etc. Une sorte de guichet unique là encore qui a vocation à perdurer toute l'année dans l'objectif de fédérer un réseau d'experts. « *Est Ensemble assume une position de leadership à l'échelle territoriale, ce qui ne signifie pas que nous faisons « à la place de », mais avec les bons interlocuteurs* », résume Maël Gendron.

Trois axes d'action sont priorités depuis ces rencontres qui ont mis en exergue les principales difficultés pointées par les dirigeants d'entreprise travaillant sur le territoire. Outre le manque de financements notamment pour accompagner leur transition écologique et de réseaux d'échange entre les entreprises du territoire, le principal problème des TPE/PME est de trouver des petits locaux (un ou deux bureaux ou un petit local d'activité de moins de 300 m² avec un bureau). « *L'immobilier économique est une compétence de l'EPT, mais en 1^{ère} couronne, on a une maîtrise partielle du foncier économique* », regrette Maël Gendron. « *Notre action vise davantage à ce que*

Inclusion numérique

Les TPE-PME aussi concernées

Dans le cadre de sa stratégie d'inclusion numérique, Est ensemble a créé une mission dédiée et transversale entre plusieurs directions de l'EPT : la direction de l'emploi et de la cohésion sociale, la direction de la culture qui a en charge les bibliothèques (lire page 42). Et la direction de l'économie, qui a rejoint récemment la mission pour élargir le spectre des publics, en développant une offre d'inclusion numérique à destination des TPE-PME et vient à ce titre de répondre à un appel à projet pour aider les dirigeants de petites structures à s'approprier les outils numériques.



les zones d'aménagement concerté ou la promotion en diffus puisse développer des locaux d'entreprise qui correspondent aux besoins du marché et pas uniquement du grand tertiaire ».

Est Ensemble s'efforce aussi d'aider les entreprises qui se trouvent sur des sites en mutation pour retrouver des locaux et multiplie les opérations d'urbanisme transitoire (lire par ailleurs) sur des zones de travaux pour entre autres mettre le pied à l'étrier de nouveaux entrepreneurs. A l'instar de l'appel à candidature lancé sur l'ancien site industriel SAFT (Romainville/Noisy-le-Sec), où seront très prochainement implantés sur 12 000 m², des activités économiques liées à la transition écologique et sociale, pour une durée de 2 ans. ●

Fabienne Proux

480

entreprises soutenues directement pour un montant de 8,5 millions d'euros de prêts et dotation et 2 700 emplois préservés grâce au plan de relance d'Est Ensemble. 30 % des entreprises sont en QPV (Quartier politique de la Ville)



© NICOLAS BASCOP

Plan de relance Des financements sur-mesure

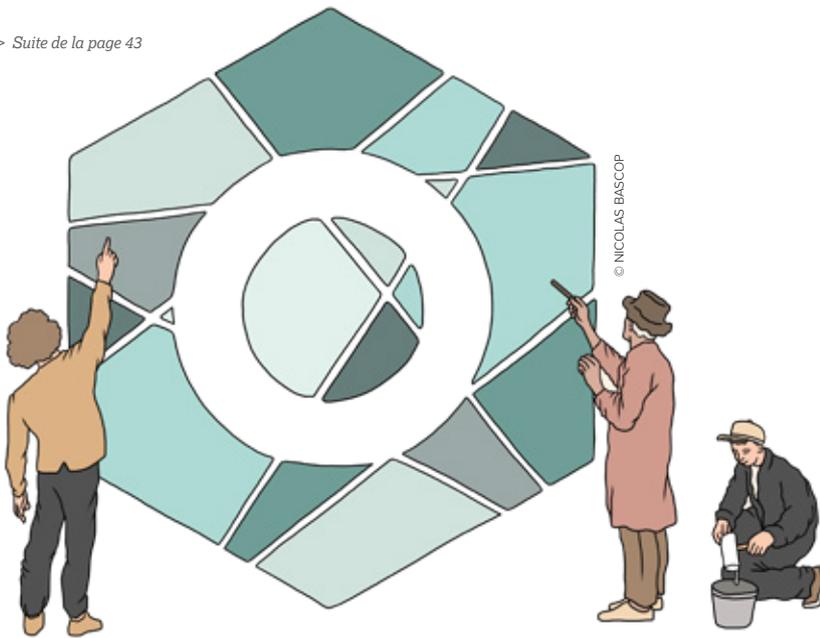
En complément des financements accordés par l'Etat et la Région Ile-de-France, le plan de relance d'Est Ensemble a financé plusieurs actions :

- annulation des loyers des entreprises hébergées par Est Ensemble pendant les périodes de confinement (de l'ordre de 100 000 euros au total).
- Contribution au fonds résilience de la Région (100 millions d'euros) à hauteur de 1 million d'euros sur 2020 et 2021. 8 millions de fonds ont été accordés aux entreprises du territoire, grâce à un effet levier important et une forte mobilisation locale.
- fonds de soutien à l'économie culturelle (350 000 euros en 2020) qui a aidé une cinquantaine d'entreprises du spectacle vivant, du livre, de l'audiovisuel, graphisme et communication.
- fonds pour « l'économie à impact » de 400 000 euros en 2020 et renouvelé en 2021 à hauteur de 300 000 euros, dédié aux entreprises de l'économie sociale et solidaire et/ou de l'économie circulaire, de l'alimentation, de l'agriculture et de la transition écologique. 45 acteurs économiques ont été soutenus soit près de 850 emplois (dont 35 % en insertion) sur les secteurs de l'économie circulaire, alimentation durable, agriculture urbaine, éco-construction et plus globalement de la transition écologique et sociale.
- fonds de 500 000 euros par an pour les entreprises et associations en QPV (Quartier politique de la Ville) ayant besoin d'un soutien en investissement. 28 entreprises en ont déjà bénéficié pour un montant total de 650 000 € jusqu'à présent.

Suite page 44 >>>



>>> Suite de la page 43



© NICOLAS BASCOP

Territoire zéro chômeur de longue durée Pantin et Bagnolets prêts pour lancer l'expérimentation

— Ce dispositif vise à résorber le chômage de longue durée en employant les personnes concernées dans des entreprises créées à cet effet. Deux quartiers d'Est Ensemble vont tester la formule.

L'expérimentation du dispositif Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD) n'attend plus que sa validation pour débuter. La démarche engagée en 2019 résulte d'un long processus de concertation et de réflexion mené tant avec les habitants des quartiers sélectionnés qu'avec les élus, les acteurs locaux de l'emploi (Pôle emploi, missions locales, services RSA...) et les services sociaux. Le périmètre de l'expérimentation a été fixé sur deux quartiers à Bagnolets et Pantin : La Capsulerie/La Noue-Jean Lolive, et le quartier des 4 chemins. « L'idée est de créer un droit à l'emploi sur ces périmètres restreints afin d'y développer des activités liées à la transition écologique et sociale », explique Boudour Moumane, chargée de mission emploi à Est Ensemble.

Pour ce faire, une entreprise à but d'emploi (EBE) sera créée sur chacun de ces deux périmètres avec l'objectif d'embaucher entre 15 et 20 personnes au départ sachant que les emplois sont co-financés pendant 5 ans par l'Etat et le département sur la base d'un Smic. Est Ensemble accordera une subvention d'amorçage pour accompagner le démarrage de l'EBE. Tout l'enjeu à terme est de faire en sorte que les activités des EBE deviennent rentables. Choies en fonction des besoins du quartier et des savoir-faire de leurs habitants, mais sans être en concurrence avec celles existantes, ces activités concerneront des conciergeries pour les habitants et aussi les entreprises, des services aux artisans d'art, une

cantine solidaire, une textilerie, une recyclerie sportive ou encore une épicerie solidaire. D'autres périmètres d'expérimentation vont être définis à Bondy, Bobigny et sur le quartier intercommunal des Trois communes pour s'engager dans la démarche territoire zéro chômeur de longue durée en 2022. ●

F.P.



Salon de l'emploi

Assurer le lien entre candidats et entreprises

Après six ans à une échelle locale avec trois événements à Montreuil, Pantin et Bondy, le salon de l'emploi organisé par Est Ensemble a pris de l'étoffe en 2021 et surtout une dimension territoriale. Intégré à la vaste opération des « 72 heures pour agir Ensemble » le 6, 7 et 8 octobre, il s'est transformé en forum d'un jour qui s'est tenu au sein du village des marques Paddock Paris Est à Romainville. La concentration sur une journée a permis de mobiliser davantage de participants. Ainsi, environ 1 000 visiteurs se sont déplacés issus à 80 % du territoire grâce notamment à huit navettes entre les principales villes et Romainville. Sur les 86 exposants se trouvaient 65 entreprises qui ont proposé près de 500 offres d'emploi et 21 organismes de formation. La manifestation devrait être renouvelée en 2022 sous cette formule. « Le retour des entreprises a été très positif », souligne Jeanne Dragon, coordinatrice du Prii (Plan régional d'insertion pour la jeunesse) à Est Ensemble. « La formule permet d'aller plus loin en nouant des relations partenariales sur le long terme avec les entreprises pour organiser par exemple des job dating ou d'autres événements ».

Bobigny

Sport et travail font bon ménage à la Coloc' de l'Ourcq

Depuis septembre 2021, le comité départemental de la fédération sportive et gymnique du travail (FSGT 93) expérimente à Bobigny une formule inédite de tiers lieux qui associe coworking, lieu de rencontre et activités sportives de type yoga, marche nordique ou encore natation. L'accès payant (à la journée ou sur abonnement) en fonction des revenus comprend une journée de coworking et une séance de coaching sportif. « Avec la création d'un tel espace, le comité FSGT 93 entend jouer un rôle essentiel pour maintenir le lien social et la solidarité entre les habitants du territoire », argue le comité FSGT 93. Partenaire de ce dernier, Est Ensemble a accordé une subvention de 15 000 euros en 2021 pour lancer le projet et a aidé la fédération à trouver un local en pied d'immeuble dans une opération à proximité du canal de l'Ourcq. Si ce premier essai fonctionne et arrive à atteindre l'équilibre, la FSGT 93 qui a implanté ses locaux dans le même bâtiment pourrait créer d'autres sites similaires sur le territoire.

groupeverrecchia.com



ÉRRECCHIA
GUIDÉ PAR L'EXIGENCE



Médiathèques et bibliothèques Des leviers d'action publique en faveur de la justice sociale

— Equipements à vocation culturelle, les médiathèques et les bibliothèques d'Est Ensemble se situent résolument au croisement de plusieurs politiques publiques : culturelles bien sûr, mais aussi éducatives et sociales. Une dimension encore plus prégnante sur ce territoire où vivent des populations qui ne se sentent pas toutes légitimes à franchir le seuil des équipements culturels.

Ouvrir des horizons L'accès à la lecture pour la petite enfance et le plus grand nombre

— Est Ensemble organise dans toutes les communes un Mois de la lecture pour les 0-3 ans et met en place des initiatives afin d'attirer dans les médiathèques les adolescents et les migrants.

Bien souvent, les actions communes du réseau des médiathèques d'Est Ensemble sont nées d'une initiative prise par l'une des municipalités du territoire. C'est le cas du "Mois de la petite enfance" mis en œuvre chaque année à Montreuil et généralisé depuis cinq ans aux six villes du réseau. « Cet événement vise à répandre l'idée que le livre peut aussi s'adresser au 0-3 ans, ce qui n'est pas toujours une évidence pour l'ensemble des familles », note Fabrice Chambon, directeur de la Culture d'Est Ensemble. Le Mois de la petite enfance est un temps fort qui rayonne dans les villes à travers des expositions et des installations d'illustrateurs ou de plasticiens. Ils prennent place dans les espaces jeunes et les halls d'accueil des bibliothèques et s'accompagnent d'ateliers et rencontres. Mais cette manifestation n'est que la partie émergée de l'iceberg.

L'autre objectif de cette politique, c'est la formation des professionnels de la petite enfance – personnels des crèches et assistantes maternelles – qui sont des relais en termes de lecture. « Des séances

sont organisées tout au long de l'année afin de s'assurer qu'ils s'approprient l'outil-livre », indique Fabrice Chambon. La mise en réseau des bibliothèques d'Est Ensemble permet alors de mener "un travail de dentelle", selon Fabrice Chambon : « Si la crèche fonctionne bien avec un personnel stable, les formateurs pourront aller davantage sur d'autres sites où le turn-over est important et les besoins plus grands. »

OUVRIRE DES HORIZONS CULTURELS

Ce travail auprès des plus petits a aussi pour effet de faire rentrer l'objet-livre dans les familles les plus modestes. Cette politique s'inscrit ainsi dans la démarche générale des médiathèques de l'EPT, qui est d'ouvrir des horizons culturels au plus grand nombre. Outre la petite enfance, les adolescents vont être une cible privilégiée. « Nous avons remarqué qu'ils étaient moins inscrits que les

autres catégories de la population. Notre principal partenaire va alors être l'Education nationale, non seulement les filières générales, mais également les classes Segpa, les BEP et les Bac pro, sans oublier les exclus du système scolaire. » Les programmes mis en place visent à la fois le développement d'une pratique artistique, avec des ateliers d'écriture ou la fabrication de films par exemple, mais aussi de permettre à ces jeunes de se former en tant que futurs citoyens. Sont ainsi abordés des sujets de société : l'égalité filles-garçons, la liberté d'orientation sexuelle, le racisme, l'environnement, la liberté d'expression... Autre public ciblé : les migrants. Des ateliers de conversation en français, ainsi que la présentation de fonds de méthodes de langue et de livres dans la langue d'immigration existent dans plusieurs bibliothèques. ●



Verbatim

“ Sur l’accompagnement aux migrants, Est Ensemble est à l’avant-garde et beaucoup de représentants d’autres collectivités viennent observer ce que nous faisons ”.

Fabrice Chambon,
directeur de la culture d’Est Ensemble.



© NICOLAS BASCOP

Emploi et orientation

Accompagner la rédaction de CV et les révisions

— Est Ensemble sollicite les bibliothécaires pour qu’ils aident des demandeurs d’emplois, ainsi que des collégiens et lycéens avant le brevet et le baccalauréat, à l’acquisition de compétences de base.

Ce qui caractérise les médiathèques d’aujourd’hui est de se situer au carrefour de plusieurs politiques publiques. Cette évolution les conduit à réaliser des incursions sur des terrains qui ne sont à l’origine pas les leurs. Est Ensemble a ainsi établi depuis plusieurs années un partenariat entre les maisons de l’emploi, dont l’EPT a la gestion, et les médiathèques et bibliothèques du réseau pour l’accompagnement de demandeurs d’emploi à la rédaction de CV et de lettres de motivation. « Nous avons déployé dans les bibliothèques des ateliers, qui se déroulaient auparavant dans les Maisons de l’emploi. Cela a eu d’ailleurs pour effet de créer des mécanismes de fréquentation de ces établissements pour ces personnes et leurs familles », indique Fabrice Chambon, le nouveau directeur de la culture d’Est Ensemble. Ces séances d’accompagnement, qui ont lieu une à deux fois par mois, sont menées par un agent de la Maison de l’emploi, qui s’appuie sur un bibliothécaire. Ce dernier se positionne en expert sur l’acquisition de compétences de base en bureautique ou la recherche de documentation sur internet, et pourra même aider à la rédaction des lettres de motivation. Dans certaines bibliothèques, un écrivain public numérique accompagne les demandeurs d’emploi qui en ont le plus besoin.

OUVERTURE LE DIMANCHE

Autre initiative menée par l’ensemble des six bibliothèques du réseau Est Ensemble : la mise à disposition d’espaces de travail pendant la période de révisions des examens

du baccalauréat ou du brevet. L’objectif est que les jeunes en classe de troisième, première et terminale se préparent sereinement, notamment si leurs conditions de travail à leur domicile ne le leur permettent pas. « Cette initiative a commencé à Pantin et Montreuil et existe depuis cinq ans dans tout le réseau », souligne Fabrice Chambon. Pour l’ensemble de ces publics, et pendant deux semaines, les horaires seront plus larges avec une ouverture le dimanche. Les espaces au sein des médiathèques qui servent d’habitude aux rencontres ou aux spectacles sont banalisés afin d’accueillir le maximum de personnes. Les ouvrages scolaires sont mis à disposition en priorité aux élèves, qui sont guidés dans leurs recherches par les bibliothécaires. Un accompagnement personnalisé est même réalisé par des enseignants, parfois à la retraite, ou des étudiants stagiaires de Sciences po. La réforme du baccalauréat général, qui ne prévoit plus d’épreuves écrites, influe sur le dispositif. « Nous sommes en train de le modifier avec une préparation pour le grand oral, un travail sur la posture, la prise de parole ou encore la gestion du stress. Les candidats au baccalauréat professionnel et au brevet, pour qui les épreuves écrites seront maintenues, seront toujours accompagnés de la même façon », indique le directeur de la culture d’Est Ensemble. Un système de plateforme en ligne Toutapprendre.com est également proposé gratuitement. ●

H.B.

6 villes sur 9

ont transféré leurs médiathèques et bibliothèques à Est Ensemble (Montreuil, Le Pré Saint-Gervais, Les Lilas, Bondy, Noisy-le-Sec, Pantin). Bagnoleu le fera à l’été 2022. Les bibliothèques de Romainville et Bobigny sont pour l’heure restées sous gestion municipale, mais sont d’ores et déjà associées aux réflexions du réseau.

© NICOLAS BASCOP



Suite page 48 >>>

>>> Suite de la page 47

Nouvelles technologies Conseiller pour le numérique et éduquer aux médias

— En partenariat avec l'Etat, Est Ensemble porte une politique vigoureuse en matière d'inclusion digitale à la compréhension de l'information pour les jeunes.

La fracture numérique continue d'écarter certaines populations, les plus modestes notamment, de l'utilisation du numérique. Est Ensemble s'est donc saisi du sujet en s'inscrivant dans le dispositif proposé en 2021 par l'Agence nationale de la cohésion des territoires dans le cadre du Plan de relance. A la suite notamment des problèmes apparus lors de la pandémie, l'Etat a décidé de financer le recrutement de 4 000 conseillers numériques. 80 ont été réservés à la Seine-Saint-Denis, considérée comme un territoire prioritaire. Au total 23 sont pris en charge par Est Ensemble, à temps plein et pour deux ans : 7 recrutés par l'EPT lui-même, 15 dans les villes et 1 pour la coordination. Depuis février 2022, ils sont installés dans les médiathèques,

les maisons de l'emploi ou hors les murs. Ce sera le cas à Bobigny où ils navigueront d'une association à l'autre, à Montreuil où trois seront dans des centres sociaux et à Bagnolet où un conseiller intégrera un CCAS.

Ces conseillers numériques doivent répondre à deux objectifs : à court terme, satisfaire des demandes urgentes pour des démarches sociales ; et à plus long terme mener à l'autonomie numérique. Outre la capacité des personnes éloignées du numérique à utiliser les services de santé (rendez-vous sur Doctolib), l'autre besoin apparu pendant la crise sanitaire est l'accompagnement des usagers sur l'e-parentalité (scolarité en ligne des enfants). Un travail d'estimation des efforts à mener dans chaque ville a été mené par

Est Ensemble, qui fait collaborer de manière transversale les directions Emploi et Cohésion sociale et Culture. « Nous sommes allés voir chaque ville pour identifier les zones sous équipées », explique Lisa Barachin, cheffe de projets Politique de la ville d'Est Ensemble. Pour elle, tous les publics sont concernés, pas seulement les seniors : « Dans beaucoup de familles modestes, on a seulement un smartphone, or certaines démarches ne peuvent pas se faire sans un ordinateur. »

RÉSIDENCES DE JOURNALISTES

Sujet voisin car il exige là aussi une certaine maturité numérique, l'éducation aux médias et à l'information des jeunes fait partie des axes d'action d'Est Ensemble. C'est également une priorité pour l'Éducation nationale depuis les attentats de Charlie Hebdo. L'action de l'EPT s'inscrit donc dans le Contrat territoire-lecture signé avec l'Etat. Si la problématique des fake news constitue une des motivations principales du programme, Julien Dufetelle, chargé de mission Culture numérique à la direction Culture d'Est Ensemble, considère qu'il faut aller plus loin : « Les jeunes doivent faire la différence entre un discours journalistique, communicationnel et politique. » Le projet est mené dans les bibliothèques et consiste notamment en des résidences de journalistes. Julien Dufetelle rappelle que l'EPT a voulu que l'éducation à l'information sur les quartiers populaires soit au cœur des projets : « Quelles représentations se fait-t-on de ce sujet dans les médias ? La manière parfois biaisée dont il est traité est ressentie par les jeunes. Nous leur donnons les outils pour rationaliser et analyser ce ressenti. » ●

H.B.

Verbatim

« Les jeunes sont très forts sur les compétences numériques mais ils ne savent pas utiliser Word, Powerpoint ou Parcours Sup ».

Lisa Barachin, cheffe de projets Politique de la ville d'Est Ensemble.

© NICOLAS BASCOP



23

conseillers numériques vont être recrutés par Est Ensemble



© NICOLAS BASCOP

Bobigny Un nouveau cinéma en 2023

Pendant les travaux de démolition et de reconstruction du cinéma de Bobigny, Est Ensemble a mis en œuvre en octobre 2019 un cinéma itinérant, L'Écran nomade, afin de continuer à proposer une activité cinématographique, notamment aux scolaires. Fort de cette expérience, le Territoire a proposé durant l'été 2021 « Ciné sous les étoiles », qui a permis d'organiser 40 séances de cinéma en plein air dans les neuf villes d'Est Ensemble. Annoncé pour 2025, le nouveau cinéma de Bobigny comptera six salles, dont certaines seront modulables avec des rangs rétractables permettant d'organiser des ateliers, des séances jeune public ou accueillir du spectacle vivant.

Culture Un réseau de cinémas publics unique en France

— Au moment de la création d'Est Ensemble, toutes les communes qui en disposaient ont transféré la gestion de leur cinéma municipal au Territoire, donnant naissance à un réseau public de salles obscures unique en France. Ses spécificités : l'ouverture à tous les publics et la priorité donnée à l'éducation à l'image.

Le Cin'Hoche à Bagnolet, le Ciné-Malraux à Bondy, le Méliès à Montreuil, le Ciné 104 à Pantin, Le Trianon à Romainville et Noisy-le-Sec et enfin l'Écran nomade à Bobigny : composé de cinq cinémas, soit 13 écrans et plus de 2 600 fauteuils, et d'un cinéma itinérant, le réseau de salles obscures d'Est Ensemble, toutes labellisées art et essai, est unique en France.

Ce fonctionnement en réseau ne gomme en rien les spécificités de chacun de ces équipements, qui ont pour la plupart une histoire forte et plusieurs décennies d'existence, à l'image du Méliès, plus grand cinéma art et essai d'Europe, ouvert en 1971. « Chaque directeur est autonome sur sa programmation, ce qui lui permet de créer une réelle identité et de s'adapter aux habitants et aux associations locales... », explique Christel Groshenry-Fastrez, directrice adjointe du Trianon. Certains vont principalement programmer des échanges avec des professionnels (réalisateurs, comédiens, scénaristes...) tandis que d'autres vont proposer des animations en lien avec le film projeté : par exemple deux cinémas ont proposé des premières parties en "open mic" pour les avant-premières de "Suprêmes", film qui retrace l'histoire de NTM ».

L'ÉDUCATION À L'IMAGE DES PLUS JEUNES

Conçu comme un service public à part entière, la principale marque de fabrique du réseau est l'éducation à l'image, en particulier des plus jeunes. « Les cinémas travaillent énormément avec les scolaires, à la fois en participant à tous les dispositifs nationaux ("Ecole et cinéma", "Collège au cinéma", "Lycéens et apprentis au cinéma"), mais aussi en tissant des liens étroits avec les professeurs avec qui ils peuvent organiser des séances spéciales, proposer des ateliers... », détaille Christel Groshenry-Fastrez. Emblématique de cette politique, le festival « Les Enfants font leur cinéma », organisé depuis plus de 20 ans au Trianon : les élèves travaillent durant l'année à la programmation et au moment du festival, en juin, ce sont eux qui s'occupent de l'accueil, de l'animation et de la projection.

De manière plus générale, le travail de médiation avec les publics, notamment ceux éloignés de la culture, est central, avec, par exemple, des actions menées en partenariat avec des associations pour des personnes apprenant le français langue étrangère (FLE) ou des séances pensées pour les seniors proposées en lien avec des centres communaux d'action sociale.

De nombreuses animations et débats sont par ailleurs régulièrement organisés au sein des salles d'Est Ensemble, sans oublier les festivals qui rythment la vie des différents cinémas : Côté court au Ciné 104, Rencontres du cinéma documentaire de Seine-Saint-Denis au Méliès, Festival du film franco-arabe au Trianon... Enfin, en cohérence avec ses objectifs d'ouverture au plus grand nombre, la politique tarifaire, commune à l'ensemble des cinémas, est particulièrement attractive, avec des billets variant de 2,5 euros, pour les scolaires, à 6 euros. ●

Emmanuelle Chaudieu

636 012
nombre d'entrées en 2019.

13 écrans, plus
un écran nomade



© NICOLAS BASCOP

Conservatoires Des actions communes et inclusives

— Les établissements du territoire fonctionnent en réseau pour inciter tous les enfants du territoire y compris ceux des QPV (Quartiers politique de la ville) à s'inscrire ou participer à des orchestres collectifs.

Preuve de la capacité d'attraction de l'EPT, huit communes d'Est Ensemble sur neuf lui ont transféré leur compétence relative aux conservatoires. « C'est un fait assez inédit en France », se félicite Laurene Condat, chargée de mission Action culturelle et communication en ce domaine. Deux sont consacrés uniquement à la musique (Bondy et Romainville), cinq y ajoutent la danse (Bagnolet, Montreuil, Noisy-le-Sec, Le Pré Saint-Gervais, Les Lilas) et un inclut également le théâtre et les arts plastiques (Pantin). Là encore, la volonté de l'EPT est de mener des politiques communes afin notamment de s'ouvrir à un maximum de populations. Les dispositifs sont multiples : tarifs d'inscription plus justes avec la mise en place d'un barème favorisant les personnes issues d'un QPV (Quartier politique de la ville), nombreux ateliers dans les écoles, classes élémentaires et de collège à horaires aménagés en musique et en danse pour mener à des inscriptions individuelles.

Mais un des principaux moteurs de l'inclusion réside dans les orchestres Demos (Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale). Un groupe pour chaque ville, composé d'une dizaine d'élèves de 8 à 11 ans qui n'ont jamais étudié la musique et venant de QPV, sont constitués sauf pour Les Lilas qui n'a pas de quartier de ce type. A la suite d'un partenariat noué depuis dix ans avec la Philharmonie de Paris, ces élèves se voient prêter un instrument par la prestigieuse institution qui finance également leur apprentissage. Et au terme d'un cycle de trois ans, les enfants se produisent pour un concert à la Philharmonie, en juin. Les jeunes musiciens qui le souhaitent peuvent par la suite s'inscrire au conservatoire et leur instrument leur sera alors donné.

Verbatim

“ Le projet Demos est une vraie passerelle. Nous touchons des familles qui ne seraient pas spontanément aller s'inscrire dans nos établissements ”.

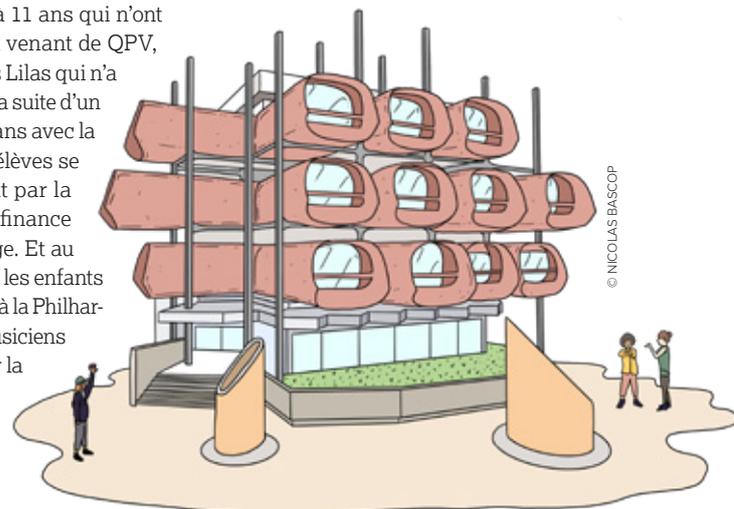
Laurène Condat,
chargée de mission Action
culturelle et communication.

UN BIG BAND POUR LE RÉSEAU

Les conservatoires du réseau fonctionnent également de concert pour l'activité purement musicale avec des orchestres communs pour les premiers cycles (Orchestre Passerelle), les étudiants de classe prépa et enfin celui des enseignants. La formation réunit 40 professeurs sous une forme symphonique et, depuis cette année, en version orchestre à vents type big band. Elle donne chaque année deux représentations, dans la salle André Malraux (Bondy). Un quatuor commun au réseau a également été mis en place. La saison culturelle est également une occasion de mener des actions collectives. Si chaque conservatoire a sa propre programmation, certains projets sont communs tel un temps fort chorégraphique faisant appel à un groupe de chaque établissement, ainsi qu'une Nuit des conservatoires, et une journée du Matrimoine fixé à la même date dans tous les établissements. Enfin, les élèves des sections théâtre de Pantin vont jouer dans les autres conservatoires.

La classe prépa musique 93 est née de la volonté affirmée de plusieurs établissements d'unir leurs efforts pour préparer les élèves à l'enseignement supérieur : le Conservatoire à rayonnement régional Aubervilliers-La Courneuve (CRR 93), le Conservatoire à rayonnement départemental (CRD) de Bobigny, le réseau des conservatoires d'Est Ensemble avec les conservatoires à rayonnement départemental de Montreuil et Pantin. ●

Hugues Boulet



© NICOLAS BASCOP

Sport

Le savoir nager au cœur de la politique sportive d'Est Ensemble

— Sur le territoire d'Est Ensemble, les grandes orientations de la politique sportive menée par l'exécutif se dessinent progressivement. Au nombre des priorités : le développement du savoir-nager et l'accès à des équipements sportifs de qualité.

Dans le département le plus jeune de France, mettre en place un service public de qualité afin d'en garantir l'accès à chacun indépendamment de son appartenance sociale ou culturelle fait partie des grands enjeux des collectivités. Pour Est Ensemble, l'un des objectifs majeurs est d'établir une politique sportive ambitieuse axée sur le sport santé pour tous et le bien-être, et se concentre aujourd'hui sur les piscines et le savoir nager. Elle se donne toutefois pour objectif de s'ouvrir aux activités de plein air et de se développer sur tout le territoire "hors les murs". A l'entrée en sixième, un enfant sur deux scolarisé dans le département ne sait pas nager. Un chiffre dû, au-delà des freins socio-culturels, à un manque d'équipement que la direction des sports d'Est Ensemble s'attache particulièrement à pallier.

Cible principale de l'apprentissage de la natation : les enfants et notamment ceux de 4 à 6 ans. « Depuis un an, nous avons monté un projet de cohérence territoriale autour de l'offre pour les scolaires. L'étude menée en amont par la direction des sports montre qu'une des solutions pour empêcher l'aquaphobie est d'intervenir de manière très précoce », indique Emeric Courteille, chargé de mission sur le savoir nager. La moitié des écoles étant située en réseau d'éducation prioritaire, une majorité d'enfants va en effet à la piscine pour la première fois avec l'école, généralement au cycle 3 (classes de CM1, CM2 et sixième). Intervenir dès la moyenne section de maternelle contribuerait donc à inverser la tendance grâce à une expérience positive de l'eau dès le plus jeune âge.

ECOLES DE NATATION TERRITORIALES

Dispositif phare du plan ministériel sur l'aisance aquatique, les classes bleues se déploient progressivement sur le territoire d'Est Ensemble. Depuis le



© NICOLAS BASCOP

début de l'année scolaire, les enfants de 4 à 6 ans bénéficient ainsi de 8 séances de natation réparties sur deux semaines. « Pour l'heure, ces classes bleues sont mises en place dans la moitié de nos piscines, poursuit Emeric Courteille. Dès la prochaine rentrée de septembre, toutes seront concernées par la démarche. » La formation des maîtres-nageurs pour accueillir ces petits élèves a été financée en partie par l'Agence nationale du sport.

Autre levier garantissant une pratique sportive de qualité : les écoles de natation territoriales. Présentes dans onze piscines du territoire sur douze, les séances d'apprentissage permettent aux enfants en difficulté d'acquérir les compétences nécessaires pour être en sécurité dans l'eau. En

partenariat avec l'association Ikigai, la collectivité propose également de former les maîtres-nageurs à l'encadrement de publics atteints d'autisme. Un service d'autant plus plébiscité par la population que « les personnes qui présentent un trouble du spectre autistique ont 100 fois plus de risques de se noyer que les autres. Il y a un vrai danger, et les parents ont beaucoup de difficulté à trouver ce genre de service, la demande est forte. Une femme maître-nageur à la piscine de Bagnolet propose déjà ce type de séances. L'idée est de le développer pour la population qui en a besoin », déclare encore Emeric Courteille.

Suite page 52 >>>

>>> Suite de la page 51



© NICOLAS BASCOP

Dans cette réorganisation de la natation scolaire, l'enjeu fondamental pour Est Ensemble réside dans l'accès à des équipements de qualité.

Il existe une véritable inégalité sociale et territoriale d'accès aux piscines dans ce département qui manque d'équipements.

Pour y pallier, Est Ensemble est très attentif à la réhabilitation des piscines existantes, souvent énergivores et qui restreignent l'offre sportive et de loisirs. Ainsi à l'automne 2021, le centre nautique Jacques Brel de Bobigny, entièrement rénové, a rouvert ses portes : fosse de plongeon, parties ludique et sportive, bassin extérieur... Et réduction de l'impact environnemental, grâce à la rénovation du toit, des façades, du traitement de l'air et de l'eau et au recours à la géothermie.

MUTUALISATION DES ÉQUIPEMENTS

La rénovation de la piscine de Bagnolet, intervenue à l'été 2021, rend possible une augmentation du nombre de séances scolaires. En juin 2022, ce sera à celle de Pantin de rouvrir ses portes, avec une originalité : un salon partagé reliera la piscine à un tout nouveau conservatoire. Outre ce nouvel aménagement, le bassin de 33 m a été réhabilité et un nouveau bassin de 25 m créé en rez-de-jardin du conservatoire. Une réhabilitation innovante de ce bâtiment des années 1930 qui fait le lien entre les publics sport et culture.

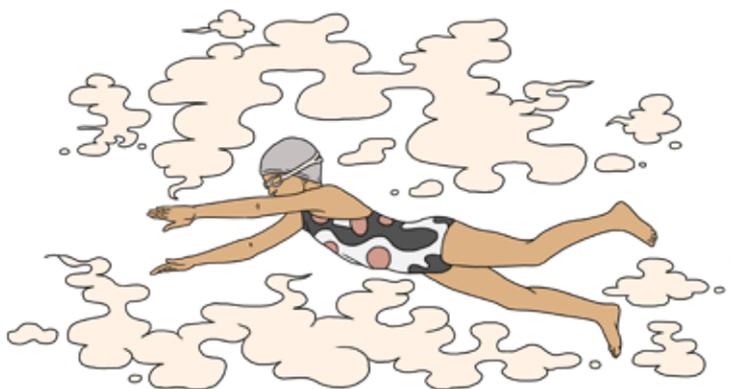
Mise en place depuis la rentrée de septembre, la mutualisation des équipements joue un rôle important dans la réorganisation de la natation scolaire pour l'intercommunalité. « *Historiquement, l'école de la ville de Pantin va à la piscine de Pantin. Ce qui peut paraître logique. Mais il s'avère que certaines écoles sont plus proches de la piscine d'une autre ville* », constate Emeric

Courteille. Les élèves d'une école de Romainville, pourtant située à 100 mètres de la piscine des Lilas, faisaient jusqu'alors 20 minutes de bus pour rejoindre celle de leur ville. Au lieu de continuer à se baser sur les frontières administratives, la direction des sports d'Est Ensemble préfère « changer de logiciel » en proposant l'accès à la piscine en fonction de sa proximité. Le succès

d'une expérimentation menée sur cette école de Romainville pour lui permettre d'accéder à la piscine des Lilas, témoigne de la volonté d'Est Ensemble de généraliser la mutualisation des équipements sportifs territoriaux à l'ensemble des 9 villes que compte l'EPT. Les 12 piscines du territoire devraient ainsi désormais fonctionner en réseau. Cette démarche, en plus de conjuguer écologie avec économie, permettra de rallonger le temps dans les bassins pour les enfants.

Si l'exécutif a décidé d'abandonner le projet de piscine olympique au pont de Bondy en lui préférant un schéma directeur de réhabilitation des piscines existantes, une partie des financements liés aux futurs JO de Paris 2024 ont tout de même été transférées sur la remise à neuf de la piscine Maurice Thorez à Montreuil qui accueillera les entraînements de water-polo. La réhabilitation du stade nautique permettra au réseau des piscines d'Est Ensemble d'hériter d'un équipement proposant une offre sportive de loisirs et de compétition très large. Une perspective supplémentaire apportée par les Jeux, répondant aux objectifs du territoire, ainsi qu'aux besoins de sa population. ●

Elena Jeudy-Ballini



© NICOLAS BASCOP

Le savoir-nager en chiffres

En 2018, plus de 40 % des élèves du territoire n'ont pas obtenu l'attestation scolaire « savoir nager » à la sortie de l'école primaire.

Les 12 piscines d'Est Ensemble accueillent 20 000 enfants chaque année dans le cadre de la natation scolaire.

Les enfants de 4 à 6 ans bénéficient de 8 séances de natation réparties sur deux semaines. Entre janvier et juin 2022, près de 100 classes bleues sont d'ores et déjà prévues.

En 2022, environ 1 000 enfants sont inscrits en école de natation, et 1 500 places seront disponibles à la rentrée de septembre 2022.

Le journal du Grand Paris

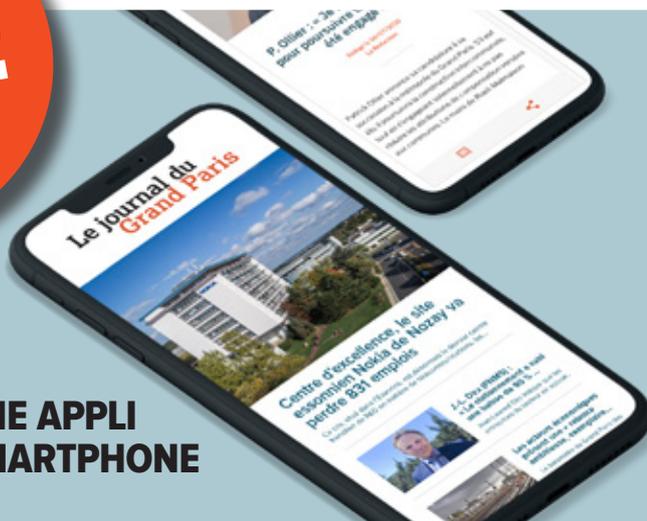
Entreprises / Territoires / Innovations / Attractivité



UNE NOUVELLE FORMULE DE L'HEBDO

250 NEWSLETTERS PAR AN

2022



UNE APPLI SMARTPHONE



DES HORS-SÉRIES

UN SITE EMPLOI DÉDIÉ À LA MOBILITÉ



CONTACT

Espace abonnement

lejournaldugrandparis.fr

ENGAGÉS À VOS CÔTÉS POUR LE GRAND PARIS

Partenaire des acteurs publics des territoires,
Banque des entreprises du Grand Paris,
Société Générale se mobilise pour les enjeux
environnementaux et sociaux de demain,
et s'engage à hauteur de 3 milliards d'euros d'ici 2024.

**C'EST VOUS
L'AVENIR**



**SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE**